

Données sociales 2004

Sommaire

	Pages
Avant-propos : la conjoncture économique	3
Eléments de synthèse	5
1. La situation de l'emploi au 31 décembre 2004	6
2. L'évolution de l'emploi	11
Etude ponctuelle : quelques grandes tendances par type d'activité	18
3. L'état des salaires réels	25
4. La formation professionnelle continue	31
Annexes : données chiffrées	35

Avant-propos :
la conjoncture économique

L'évolution de l'activité des établissements de crédit spécialisés

Dans une conjoncture économique et financière finalement assez favorable, les établissements de crédit spécialisés¹ réalisent en 2004 une **bonne performance** : les **nouveaux financements** s'élèvent à **77,6 Mds €**, en augmentation de **+7,5%** par rapport à 2003 (à périmètre constant), soit la hausse annuelle la plus élevée des cinq dernières années. On note une **progression de +9,8% des financements destinés aux particuliers à 49,9 Mds €** (+4,6% pour le crédit à la consommation à 37,2 Mds € et +28,4% pour le financement du logement à 12,7 Mds €) et de **+3,7% pour les financements destinés aux entreprises et aux professionnels à 27,7 Mds €** (+5,4% pour l'équipement professionnel à 21,7 Mds €, mais -1,9% pour l'immobilier d'entreprise à 6,1 Mds € au sein duquel le crédit-bail immobilier est cependant en hausse de +2,7% à 4,6 Mds €).

Le montant des **opérations en cours** s'établit à **209,3 Mds €** à fin décembre 2004, en progression accentuée : **+5,2%** sur douze mois, après +3,7% l'année précédente et +2,7% en 2002. Sur une base 100 en 1994, l'encours global s'établit à 135 à fin 2004. Les principales composantes sont les suivantes :

- 105,4 Mds € pour les financements d'équipement (+3,9% sur douze mois), dont 63,1 Mds € pour le crédit à la consommation (+4,9%) et 42,3 Mds € pour l'équipement des entreprises et des professionnels (+2,4%) ;
- 86,7 Mds € pour le financement de l'immobilier (+6% sur douze mois), dont 35,4 Mds € pour l'immobilier d'entreprise (+1%) et 51,3 Mds € pour le financement du logement (+9,8%).

Dans le secteur des autres services financiers et des services d'investissement, la tendance est également bien orientée : les sociétés d'**affacturation** retrouvent une croissance à deux chiffres (+11,3% pour les créances prises en charge avec 81,6 Mds € et un encours de créances à recouvrer de 17,2 Mds €), les engagements des **sociétés de caution** accélèrent une nouvelle fois leur progression (+24% avec près de 87 Mds €) et les produits d'exploitation des **maisons de titres et autres prestataires de services d'investissement** sont en hausse accentuée.

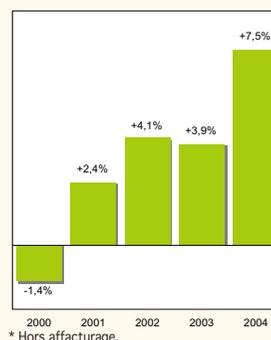
La **part des établissements de crédit spécialisés** dans l'ensemble des crédits à l'économie destinés au secteur privé (y compris les opérations de location simple) s'établit à fin 2004 à **17,9%**. Cette part est de 18,1% pour les crédits aux ménages, mais atteint **53,3% pour le crédit à la consommation** (crédits de trésorerie), et 26,4% pour les crédits d'investissement et de trésorerie aux entreprises et aux professionnels.

¹ Ensemble des adhérents de l'ASF (membres de droit, membres correspondants et affiliés).

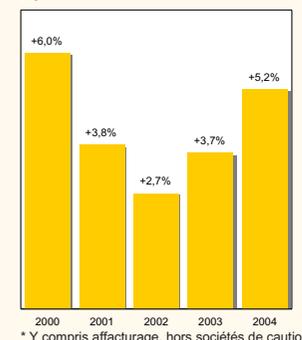
Les principaux domaines d'intervention des établissements de crédit spécialisés^(a)

(a) Production : variation annuelle (cinq dernières années). Opérations en cours : glissement sur douze mois à fin décembre (cinq dernières années)

Ensemble de l'activité* / Production annuelle

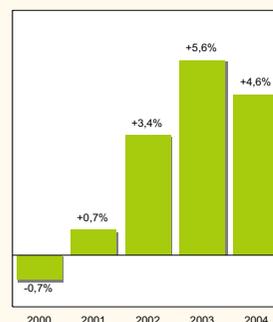


Ensemble de l'activité* / Opérations en cours en fin d'année

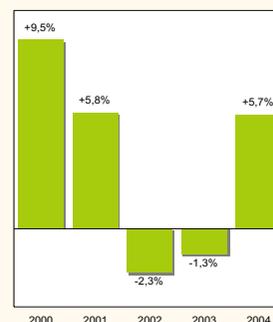


Equipement / Production annuelle

Financement de l'équipement des particuliers (crédit à la consommation)

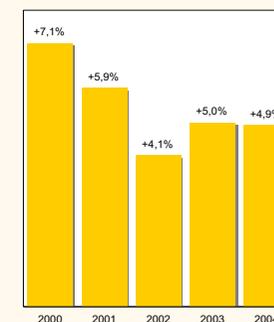


Financement de l'équipement des entreprises et des professionnels (location de matériels)

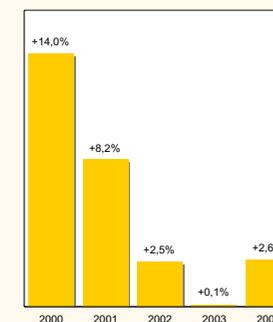


Equipement / Opérations en cours en fin d'année

Financement de l'équipement des particuliers (crédit à la consommation)



Financement de l'équipement des entreprises et des professionnels (location de matériels)



Immobilier / Production annuelle

Financement de l'immobilier d'entreprise (crédit-bail immobilier)

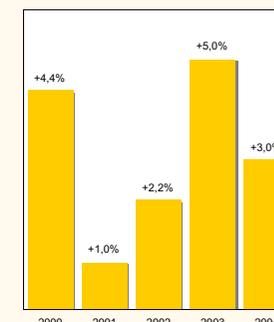


Financement du logement (crédits acquéreurs classiques et réseau CIF)

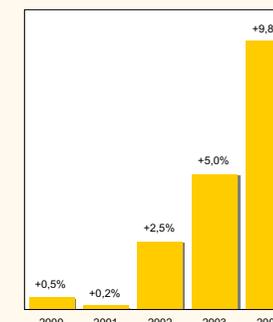


Immobilier / Opérations en cours en fin d'année

Financement de l'immobilier d'entreprise (crédit-bail immobilier)



Financement du logement (crédits acquéreurs classiques et réseau CIF)



Emploi, salaires réels et formation professionnelle dans les sociétés financières : éléments de synthèse

La situation de l'emploi au 31 décembre 2004

- ✓ 385 entreprises¹
- ✓ 24 800 salariés
- ✓ 43% de salariés cadres
- ✓ 62% de salariées femmes
- ✓ 41% des cadres sont des femmes
- ✓ 29% des femmes sont cadres
- ✓ Age moyen : 37,5 ans
- ✓ Ancienneté moyenne : 10,5 ans
- ✓ 5,6% des salariés sont titulaires d'un CDD

L'état des salaires réels au 1er janvier 2005

- ✓ Au 1er janvier 2005, 1 salarié sur 2 de la profession percevait un salaire annuel brut (hors prime d'ancienneté) supérieur à 27 966 euros
- ✓ Ce salaire est de 37 589 euros pour les salariés hommes et de 24 652 euros pour les salariées femmes
- ✓ A cette même date, les salaires réels moyens étaient supérieurs de 40% aux rémunérations minimales garanties conventionnelles
- ✓ Cet écart est ramené à 10% si l'on considère les salaires réels moyens des 10% des salariés les moins rémunérés

1 Il s'agit des membres de droit et des membres affiliés de l'Association, dont le personnel est soumis aux dispositions de la convention collective des sociétés financières, non compris les membres correspondants, dont le personnel est hors du champ d'application de ladite convention.

L'évolution de l'emploi en 2004

- ✓ Progression des effectifs pour la 10ème année consécutive mais progression ralentie
- ✓ Hausse de +1,1% tous contrats confondus (moyenne annuelle de +2,6% pour les cinq années antérieures)
- ✓ Croissance de +1,7% pour les seuls CDI
- ✓ Nette progression pour les sociétés de moins de 50 salariés, faible contraction pour les sociétés moyennes et hausse modérée pour les sociétés de plus de 500 salariés
- ✓ Hausses variables des effectifs selon le type d'activités à l'exception des sociétés spécialisées dans le financement de l'immobilier, seule catégorie en recul
- ✓ Taux de rotation : 21,9% tous contrats confondus et 8,1% pour les seuls CDI
- ✓ Part des CDD en recul : de 6,1% à fin 2003 à 5,6% fin 2004
- ✓ 1,7% de licenciements pour motifs économiques parmi les causes de fin de CDI (seulement 10% en nombre des sociétés sont concernées)
- ✓ 14% des CDD ont été transformés en CDI au cours de 2004
- ✓ 0,8% des salariés non-cadres ont été promus cadres au cours de 2004

La formation professionnelle continue

- ✓ Dépenses de formation 2004 : 3,47% de la masse salariale
- ✓ Depuis le dernier point haut atteint en 2001 (4,5%), la tendance est à l'érosion de ces dépenses (-1% en quatre ans)
- ✓ 72% des salariés ont suivi au moins un stage de formation en 2004 (+3,3% par rapport à 2003)

L'évolution de l'emploi sur une longue période

- ✓ Progression de +72% de l'effectif de la profession au cours des trente dernières années
- ✓ Sur cette même période, le taux annuel moyen de croissance s'établit à +1,8%
- ✓ Indice 328 en 2004 pour l'effectif cadres sur une base 100 en 1974
- ✓ Indice 131 en 2004 pour l'effectif non-cadres sur la même base
- ✓ La part des cadres dans l'effectif total est passée de 27% à 43% entre 1984 et 2004
- ✓ Chez les non-cadres, la part du personnel d'exécution (jusqu'au coefficient 180 compris) a été ramenée de 19% à 3% de l'effectif total au cours de la même période
- ✓ Accroissement particulièrement marqué de la qualification pour le personnel féminin : la part des femmes chez les cadres a quasiment doublé en 20 ans (de 21% en 1984 à 41% en 2004), tandis que la proportion de cadres chez les femmes a été multipliée par 3,2 au cours de cette même période (de 9% à 29%).

- ✓ L'effort de formation progresse à mesure que l'effectif augmente (de 2,36% de la masse salariale dans les sociétés de moins de 50 salariés à 3,78% dans celles de plus de 500 salariés)
- ✓ En moyenne sur les 15 dernières années, près de la moitié des formations (47%) est constituée de stages liés directement à l'activité de l'entreprise

1. La situation de l'emploi au 31 décembre 2004

La situation de l'emploi au 31 décembre 2004 : les données de base

(par coefficients hiérarchiques, sexes, tranches d'âge et d'ancienneté, exprimées sur la base de 10 000 salariés *)

Sexe Age	Hommes																Femmes																				
	< 25 ans				de 25 à 40 ans				de 41 à 55 ans				plus de 55 ans				< 25 ans				de 25 à 40 ans				de 41 à 55 ans				plus de 55 ans								
	moins de 3		de 3 à 10		moins de 3		de 3 à 10		de 11 à 15		plus de 15		moins de 3		de 3 à 10		de 11 à 15		plus de 15		moins de 3		de 3 à 10		de 11 à 15		plus de 15		moins de 3		de 3 à 10		de 11 à 15		plus de 15		
Non-cadres	150	8	1	3	4					1			4							8	1	5	11	1				3	4	1	11				1	1	
	165	3	1	2	3							1								3	2	3	11	1				1	3	1	1			1			
	180	4	1	5	14						1	2	5			1				37	10	51	43	2	5			4	5	1	18					1	
	195	18	12	40	52	3	1				2	3	4							81	28	118	175	17	11			8	14	6	45			1		6	
	210	2	3	18	49	2	1				1	4	2	8						1	1	4	16	12	46	179	11	10	3	14	7	49			1	1	4
	225	13	3	20	94	20	1				1	8	7	6						28	14	69	324	76	30			4	38	24	104			4	3	17	
	240	11	6	31	110	8	4					8	3	13						26	26	61	275	38	28			4	18	15	85			1		17	
	255	5	1	11	105	23	8					7	5	22						11	2	28	261	131	78			1	24	27	142			3	2	23	
	275	1		3	32	6	5					2	6	13						1	5	16	82	32	13			4	12	13	72				2	9	
	295	7		17	61	10	4				2	8	3	19						8	3	20	121	39	23			6	16	18	127			1	1	23	
	310	3		11	42	11	3				1	3	5	23						1	1	6	69	28	14			1	16	12	91			1		17	
	325				10	6	3					4	3	13								4	19	11	6				6	6	47				1	7	
340	1		6	37	7	1				1	6	4	7						1	3	7	45	30	19			1	18	9	52			1		6		
Cadres	300	11		43															19		35																
	360	12	1	65	185	20	8			4	13	4	15						6	3	42	179	35	19			1	9	8	42			1	1	1		
	400	1	4	90	275	38	8			13	47	32	63			1	3	3	11	1	1	42	214	56	28			6	37	24	105		1	3	3	11	
	450			51	169	18	6			9	44	16	37							4	1	4	32	120	25	15			1	23	13	41					6
	550			26	109	28	7			8	65	49	120							1	2	29	12	62	28	12			4	25	29	87			1	1	18
	625			9	40	7	4			5	26	18	23								2	2	5	28	13	7			1	11	11	20			1		2
	700			19	57	17	4			6	49	22	66							4	4	20	6	34	8	5			4	15	10	25			3	2	8
	850			9	26	6	2			3	31	18	36							4	1	20	1	5	5			1	13	6	11			1	1	1	
	900			8	20	3				13	70	16	39							18	7	12		6	1			1	11	1	6			3	1	1	
	Total par ancienneté	101	33	487	1 493	232	73			69	401	215	536			1	35	27	125	248	109	606	2 263	587	323			61	331	242	1 181			1	23	20	177
Total par âge	134		2 285						1 221						188				357		3 779						1 815						221				
Total par sexe									3 828																			6 172									
Total																																					
10 000																																					

* Données établies sur la base d'un échantillon de 66 établissements regroupant près de 60% de l'effectif total de la profession. Voir aussi annexes 1 à 4, pages 35 à 37.

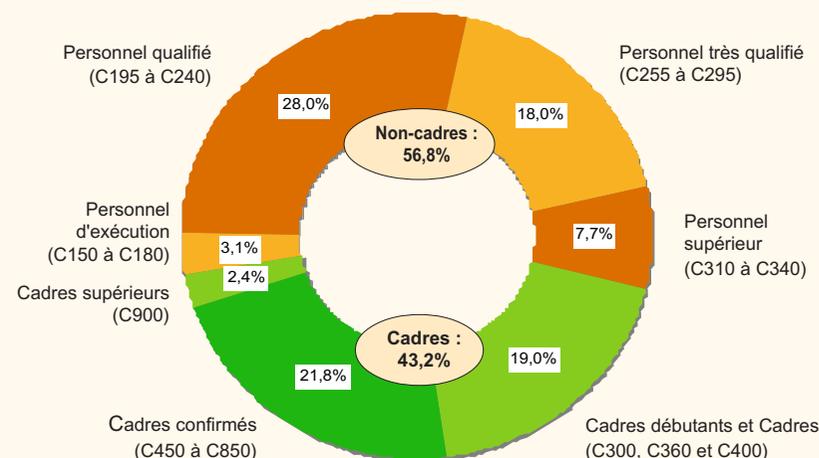
La structure du personnel selon les coefficients et les catégories hiérarchiques de la convention collective

Haut niveau de qualification des salariés de la profession : **43%** ont le statut de **cadre**, et 94% des salariés non-cadres sont situés dans les catégories de personnel qualifié, très qualifié ou supérieur (coefficients hiérarchiques 195 à 340 de la convention collective).

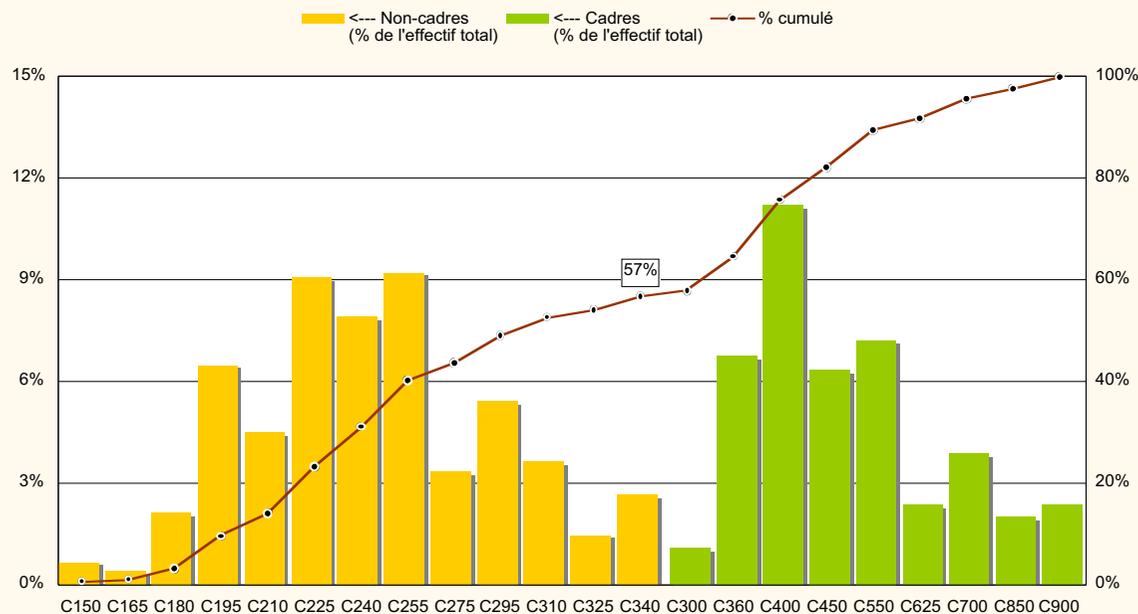
Les plus fortes concentrations de salariés se situent, pour les non-cadres, avec **37% de l'effectif total** (et 65% de l'effectif total des non-cadres), dans la zone des coefficients 195 à 255 correspondant au "**personnel qualifié**", et, pour les cadres, dans celle des coefficients 400 à 550 avec 25% de l'effectif (et 57% de l'effectif total des cadres).

Deux coefficients hiérarchiques regroupent la part relative la plus élevée du personnel : en premier lieu le **coefficient 400** (position "cadre") avec 11,2% de l'effectif total de la profession - et 25% de l'effectif des seuls cadres -, et le **coefficient 255** (non-cadre, niveau "personnel très qualifié") avec 9,2% de l'effectif total de la profession - et 16% de l'effectif des seuls non-cadres -, caractéristiques proches de celles du coefficient 225.

Structure du personnel par catégories hiérarchiques



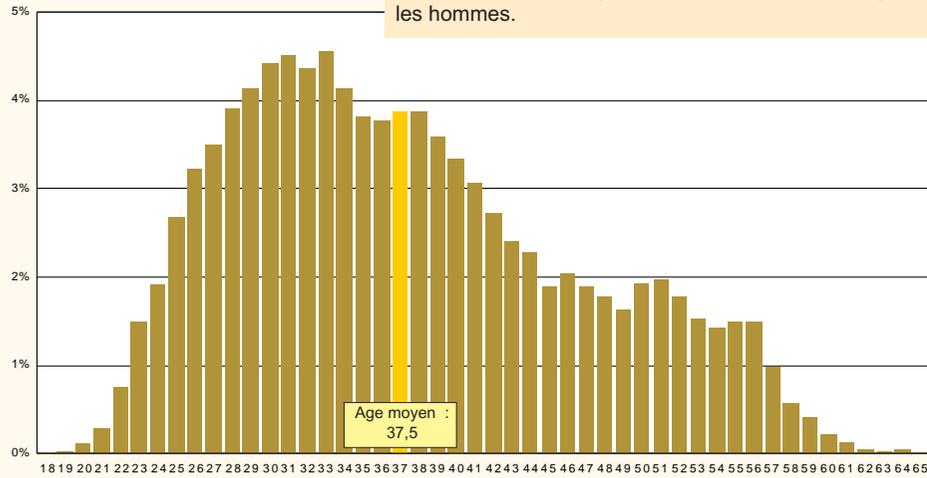
Structure du personnel par coefficients hiérarchiques



La structure du personnel selon l'âge

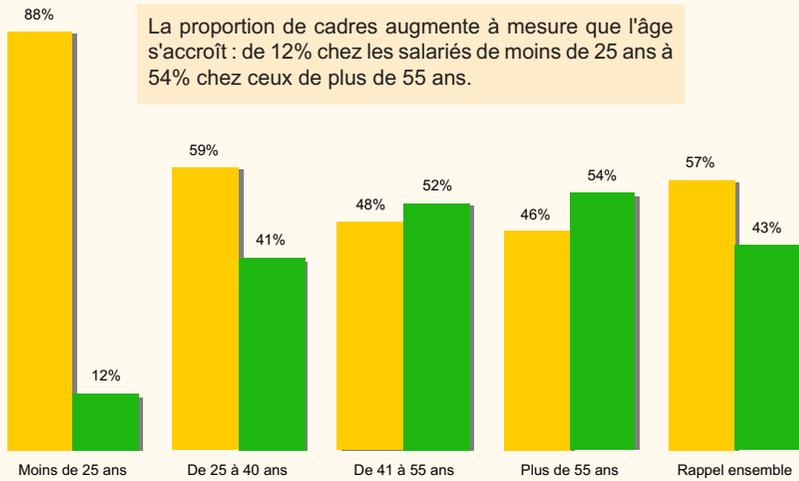
Ensemble du personnel
(en % de l'effectif total)

L'âge moyen est de 37,5 ans pour l'ensemble du personnel. Il est de 37,2 ans pour les femmes et de 38 ans pour les hommes.

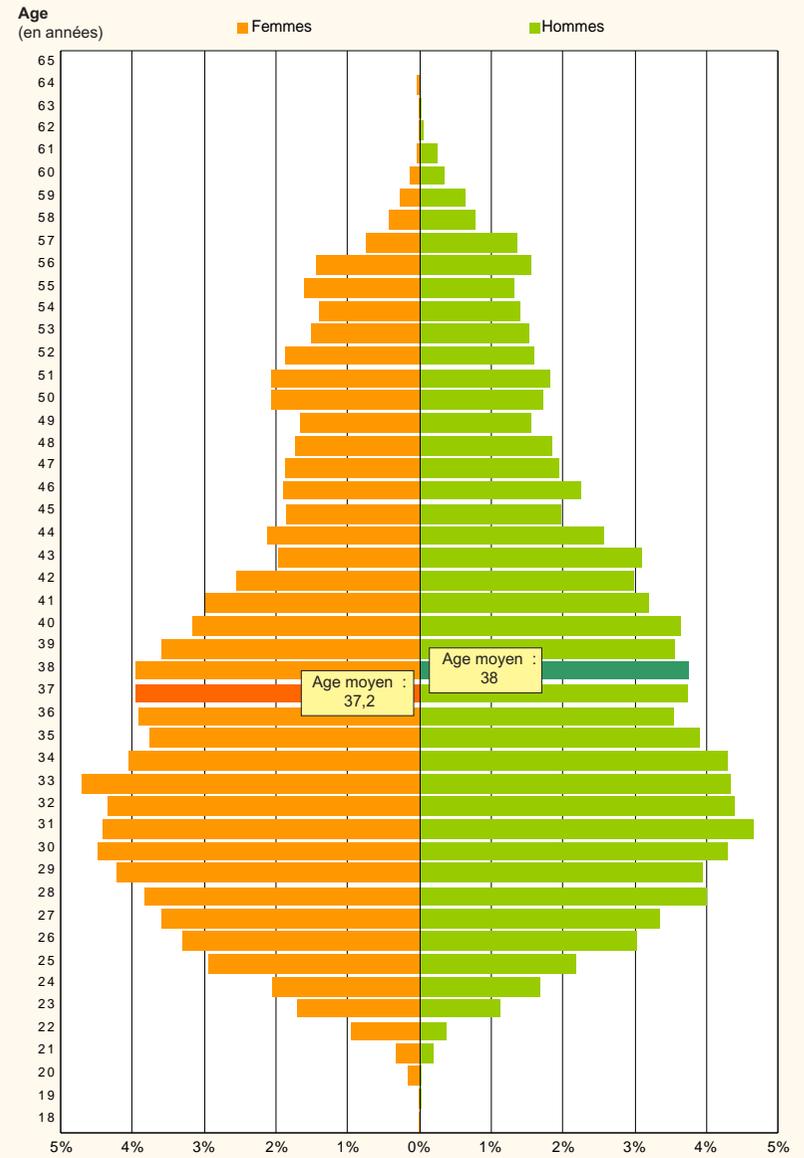


Classes d'âge et positionnement hiérarchique
(en % de l'effectif total de chaque classe d'âge)

■ Non-cadres ■ Cadres

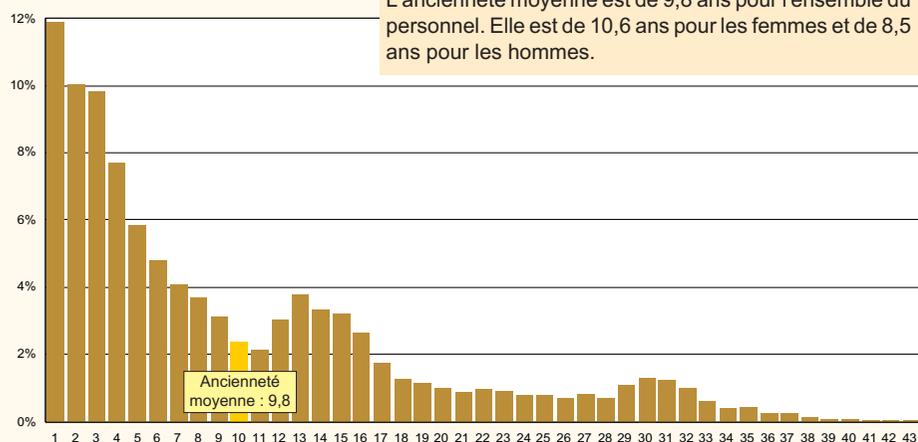


Pyramide des âges par sexes
(en % de l'effectif total de chaque sexe)

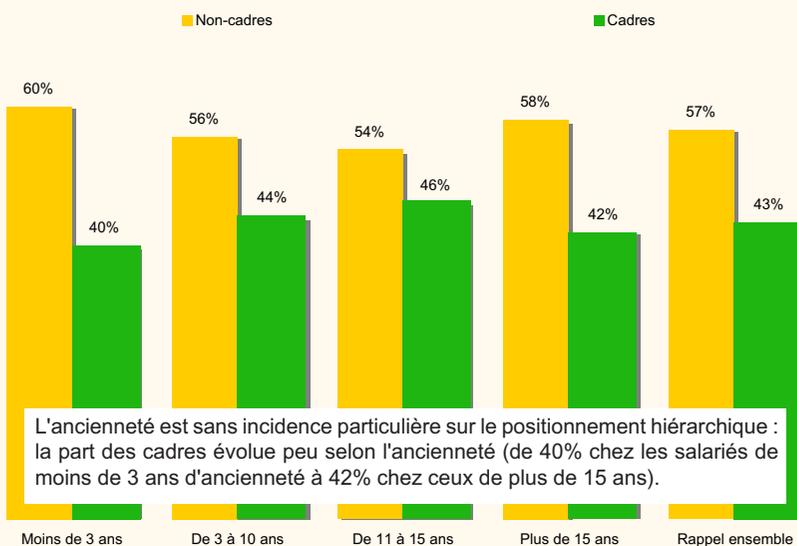


La structure du personnel selon l'ancienneté

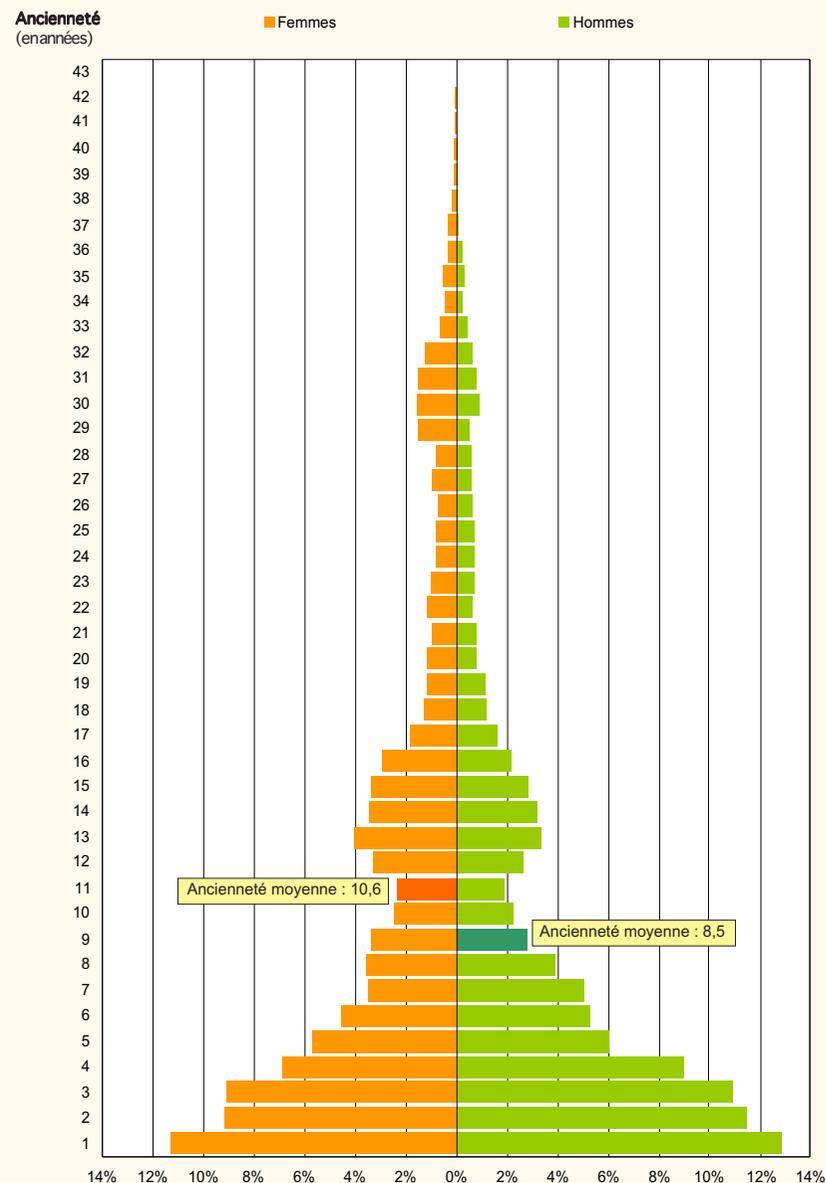
Ensemble du personnel
(en % de l'effectif total)



Ancienneté et positionnement hiérarchique
(en % de l'effectif total de chaque classe d'ancienneté)



Structure de l'ancienneté par sexes
(en % de l'effectif total de chaque sexe)



2. L'évolution de l'emploi

Les flux d'effectifs en 2004 : les données de base

	Personnel masculin			Personnel féminin			Ensemble du personnel		
	Hommes non-cadres	Hommes cadres	Total hommes	Femmes non-cadres	Femmes cadres	Total femmes	Total non-cadres	Total cadres	Total général
1 L'effectif au 31.12.2003	2 141	3 904	6 045	7 101	2 714	9 815	9 242	6 618	15 860
- Salariés titulaires d'un CDD	231	38	269	641	51	692	872	89	961
- Salariés titulaires d'un CDI	1 850	3 860	5 710	6 351	2 659	9 010	8 201	6 519	14 720
- Autres types de contrats (1)	60	6	66	109	4	113	169	10	179
2 Les entrées du 1.1.2004 au 31.12.2004	831	496	1 327	1 952	288	2 240	2 783	784	3 567
- Par CDD	440	74	514	1 043	58	1 101	1 483	132	1 615
- Par CDI	210	415	625	491	228	719	701	643	1 344
- Par autres types de contrats (1)	181	7	188	418	2	420	599	9	608
3 Les sorties du 1.1.2004 au 31.12.2004	819	420	1 239	1 895	257	2 152	2 714	677	3 391
- Pour fin de CDD	406	52	458	1 013	54	1 067	1 419	106	1 525
- Dont fin de CDI	230	359	589	448	198	646	678	557	1 235
. Démission	118	125	243	238	80	318	356	205	561
. Licenciement(s) pour motif économique	2	8	10	7	4	11	9	12	21
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	52	105	157	68	30	98	120	135	255
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	4	16	20	34	9	43	38	25	63
. Autres causes de fin de CDI (2)	54	105	159	101	75	176	155	180	335
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	183	9	192	434	5	439	617	14	631
4 L'effectif au 31.12.2004	2 127	4 006	6 133	7 112	2 791	9 903	9 239	6 797	16 036
- Salariés titulaires d'un CDD	220	45	265	595	45	640	815	90	905
- Salariés titulaires d'un CDI	1 849	3 957	5 806	6 424	2 745	9 169	8 273	6 702	14 975
- Autres types de contrats (1)	58	4	62	93	1	94	151	5	156

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

L'incidence de la taille de la société et du type d'activité exercé sur l'évolution des effectifs en 2004

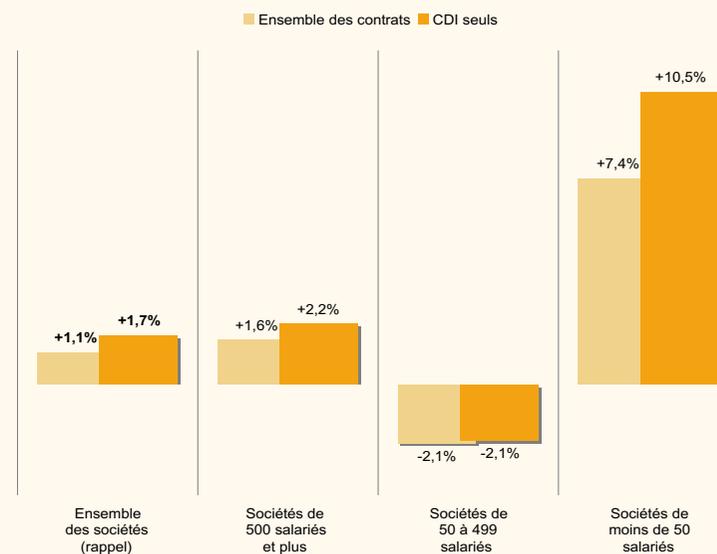
L'évolution des effectifs varie selon la taille des sociétés en nombre de salariés :

- L'effectif global des sociétés de **500 salariés et plus** progresse de **+1,6%**, tous contrats confondus. 70% en nombre de ces sociétés enregistrent une hausse de l'effectif (+3%) et 30% une baisse (-2%).
- L'effectif global des sociétés de **50 à 499 salariés** est en recul de **-2,1%**, tous contrats confondus. 44% en nombre de ces sociétés sont en hausse de +10%, 48% sont en recul de -9% et 8% enregistrent une stagnation de leurs effectifs.
- L'effectif global des sociétés de **moins de 50 salariés** progresse de **+7,4%**, tous contrats confondus, soit la meilleure performance de la profession. 33% en nombre des sociétés enregistrent une hausse de +46,5% de leur effectif, 35% un recul de -12,7% et 32% une stabilisation de l'effectif d'une année sur l'autre.

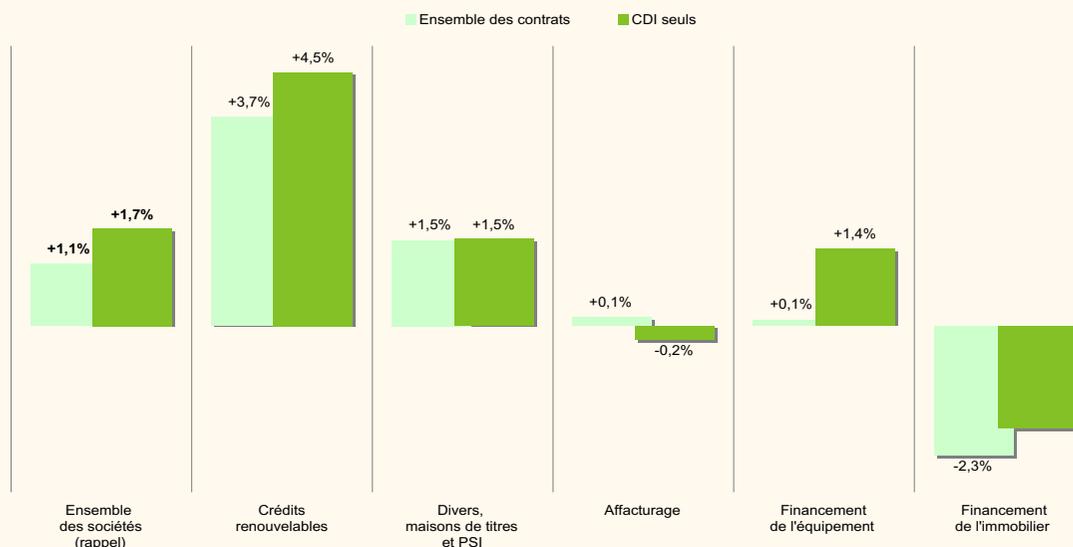
L'évolution des effectifs varie également selon le type d'activité exercé :

- Les sociétés spécialisées dans les **crédits renouvelables** enregistrent l'évolution la plus favorable : hausse de **+3,7%** des effectifs, toutes les sociétés concernées étant en progression.
- Les maisons de titres, autres PSI et sociétés aux **activités diverses** enregistrent une progression de **+1,5%** de leurs effectifs. Pour 36% en nombre d'entre elles, l'effectif croît de +8,4%, pour 31% il recule de 10,7% et pour 33% il reste stable.
- L'effectif global des sociétés d'**affacturation** est en hausse modeste à **+0,1%**. Pour 44% en nombre, l'effectif s'accroît en moyenne de +2,4%, pour 33% il recule de -3,6% et pour 20% il demeure stable.
- L'effectif des sociétés spécialisées dans le **financement de l'équipement** (entreprises et particuliers) croît également de **+0,1%**. Ces sociétés se divisent en deux groupes : pour la moitié en nombre d'entre elles, l'effectif augmente de +5,9% et pour l'autre moitié il se contracte de 4,3%.
- L'évolution la plus défavorable est celle des sociétés spécialisées dans le financement de l'immobilier (immobilier d'entreprise et financement du logement) : l'effectif y recule globalement de **-2,3%**. Les évolutions sont cependant très différenciées à l'intérieur de ce groupe puisque si pour 42% en nombre des sociétés l'effectif se contracte de -6,8% en moyenne et que pour 42% également l'effectif demeure stable, pour 16% l'effectif augmente de façon spectaculaire à +107,4%.

L'évolution des effectifs en 2004 selon la taille des sociétés



L'évolution des effectifs en 2004 selon le type d'activité des sociétés



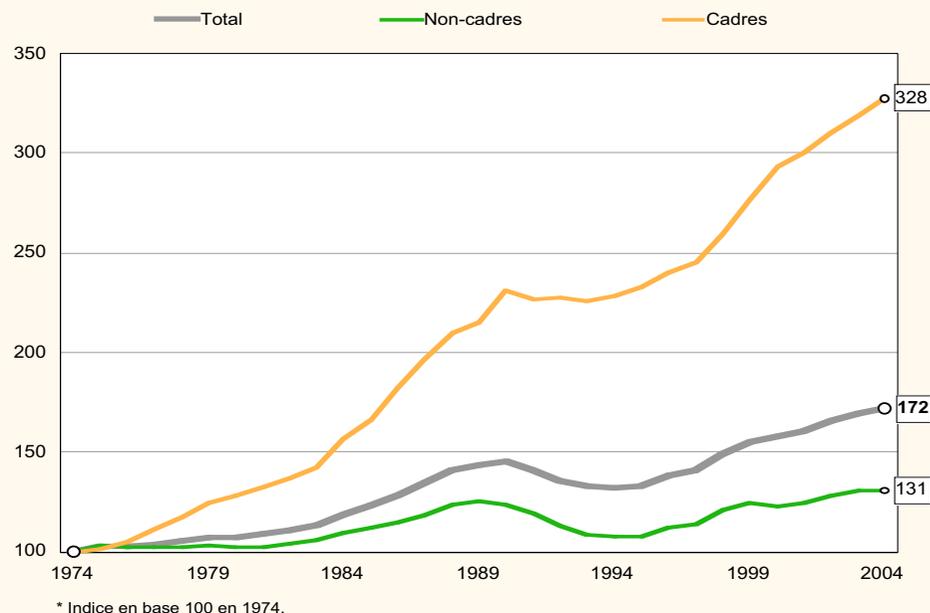
L'évolution des effectifs sur longue période

Sur les **trente dernières années**, l'effectif de la profession aura progressé globalement de **+72%**, résultat de vingt-quatre années de hausse (dont huit avec un taux de croissance proche ou supérieur à 4%) qui ont donc plus que compensé la période de recul des années 1991 / 1994 (-10% en quatre ans). **En moyenne sur la période, le taux annuel de croissance est de +1,8%**.

Sur une base **100 en 1974**, l'effectif des **salariés non-cadres** s'inscrit à **131 en 2004**. C'est le résultat de dix-neuf années de hausse et de dix années de repli, 2004 marquant une évolution nulle. Sur la période considérée, le **taux moyen annuel de croissance** demeure positif, à **+1,1%**.

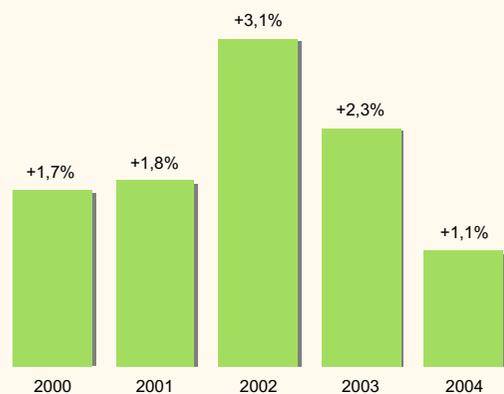
Sur la même base **100 en 1974**, l'effectif des **salariés cadres** atteint **328 en 2004**. Sur cette période de trente années, seules deux auront marqué une légère contraction (1991 et 1993). Sur la période, le **taux moyen annuel de croissance** atteint **+4,2%**.

Evolution des effectifs des sociétés financières de 1974 à 2004
(Indice base 100 en 1974)

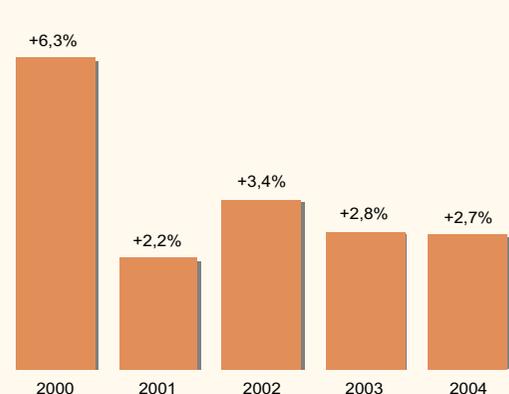


L'évolution récente : taux annuels de variation au cours des cinq dernières années

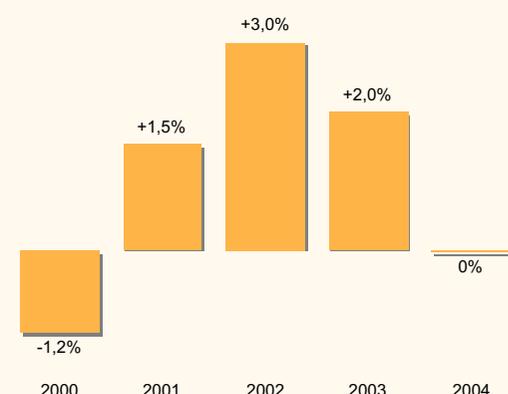
1. Ensemble de l'effectif



2. Salariés cadres



3. Salariés non-cadres



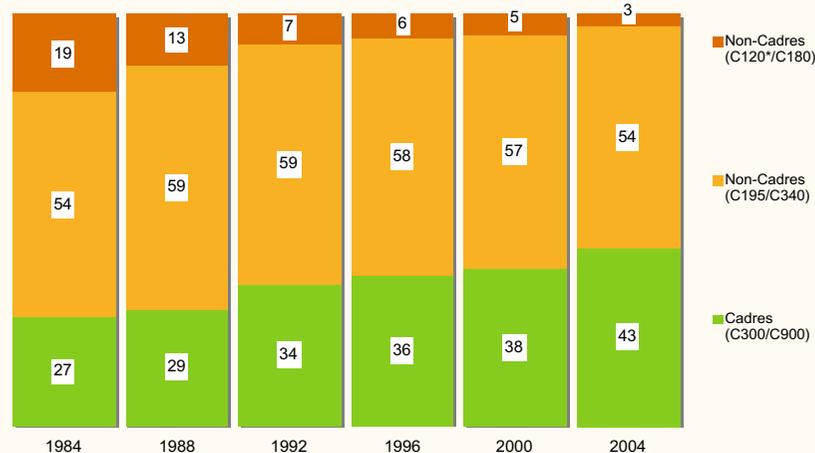
L'évolution de la qualification d'ensemble du personnel

Nouvelle confirmation d'un **accroissement régulier de la qualification d'ensemble du personnel**.

- De 1984 à 2004, la **proportion de cadres** dans l'effectif total est passée de **27% à 43%**.
- Durant cette même période, au sein de la catégorie des non-cadres, la part de l'effectif du **personnel d'exécution** (jusqu'au coefficient 180 compris) dans la population des non-cadres a été ramenée de **26% à 6%** (et de 19% à 3% de l'effectif total, toutes catégories confondues), tandis que celle du personnel qualifié et très qualifié (coefficient 195 à 340) s'élevait de 74% à 94% du même personnel non-cadre.
- On notera cependant que compte tenu de la progression parallèle des effectifs cadres, la part de ce personnel non-cadre qualifié et très qualifié dans l'effectif total, après s'être accrue jusqu'au début des années 1990 jusqu'à environ 60%, s'érode à son tour depuis cette date, s'établissant à 54% en 2004, soit un taux identique à celui d'il y a vingt ans.

Evolution de la qualification des salariés de 1984 à 2004

(en % de l'effectif total)

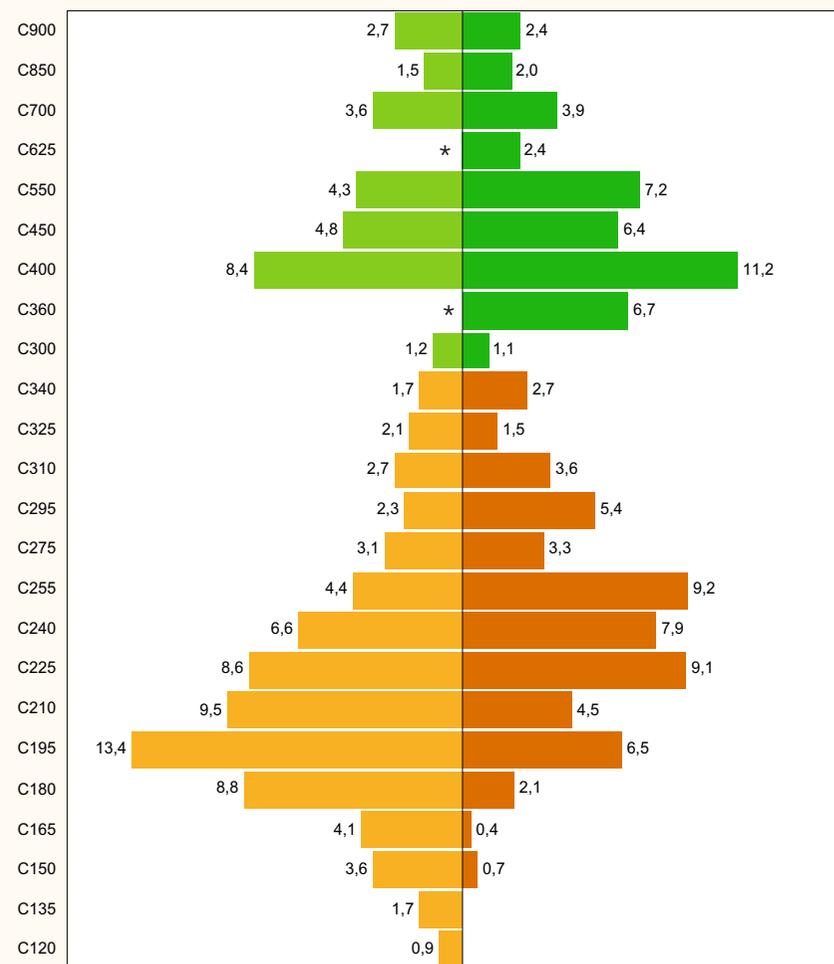


* Le premier coefficient est devenu C135 en 1994 puis C150 en 2001.

Evolution de la structure des effectifs de 1984 à 2004

(en % de l'effectif total, par coefficients hiérarchiques de la convention collective)

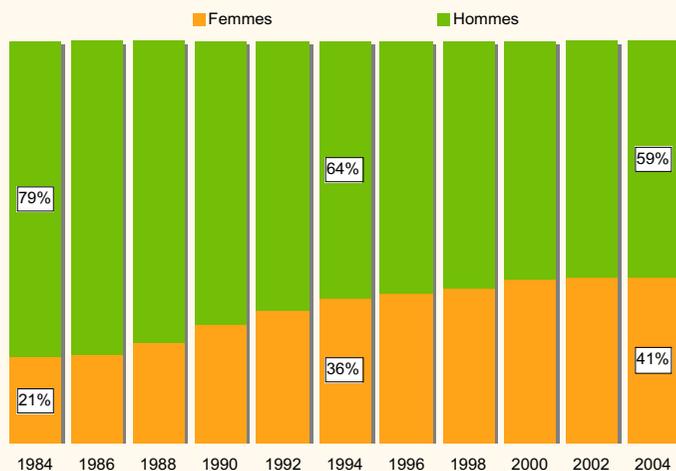
Structure du personnel au 31 décembre 1984 Structure du personnel au 31 décembre 2004



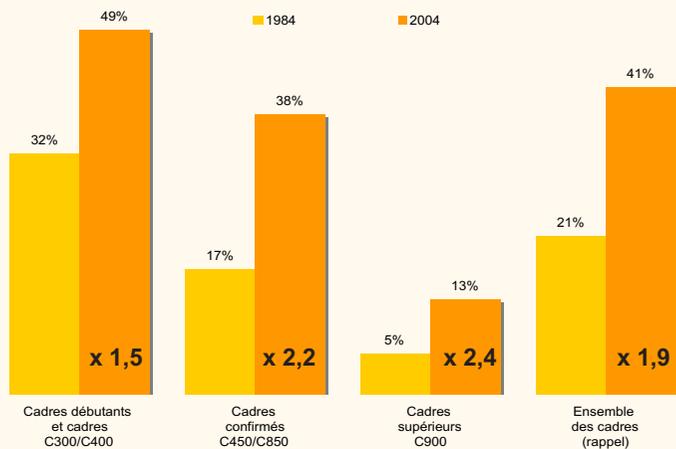
* Ces deux coefficients n'existaient pas en 1984.

L'évolution de la qualification : le cas du personnel féminin

Evolution de la part des hommes et des femmes dans l'ensemble de la population cadre
(en % de l'effectif total de la population cadre)



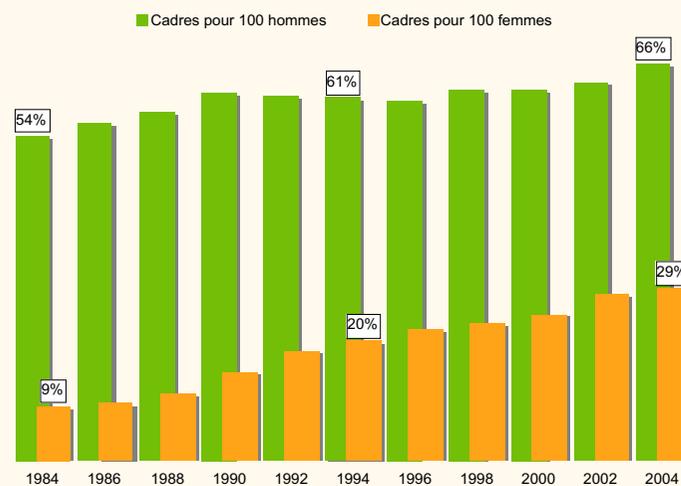
Evolution de la part des femmes chez les cadres par regroupements de coefficients hiérarchiques
(en % de l'effectif total de la population considérée)



L'accroissement de la qualification du personnel féminin est très sensible au cours des vingt dernières années :

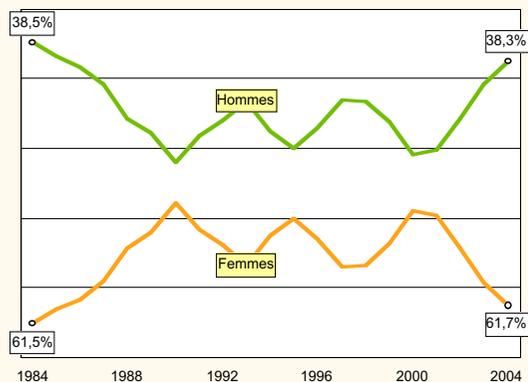
- La part des femmes dans l'ensemble de la population cadre est passée de 21% en 1984 à 41% vingt ans plus tard, soit un quasi-doublement. Analysée par groupes de coefficients hiérarchiques, tels que prévus par la convention collective, on note que cette part passe de 32% à 49% chez les cadres débutants et les cadres (coefficients 300 à 400), ce qui signifie qu'en 2004, 1 cadre sur 2 dans cette catégorie est une femme ; elle passe de 17% à 38% chez les cadres confirmés (coefficients 450 à 850) et, même si elle y reste encore modeste, elle bénéficie de la plus forte progression chez les cadres supérieurs, passant de 5% à 13%, soit le coefficient multiplicateur le plus élevé à 2,4.
- Si la proportion de cadres chez les salariés hommes n'a progressé au cours de ces mêmes vingt années que de 54% à 66% et ne tend à s'accroître à nouveau que récemment, elle a en revanche été multipliée par plus de 3 chez les femmes, passant de 9% à 29%.

Evolution de la part des cadres dans les populations masculine et féminine
(en % de l'effectif total de la population de chaque sexe)



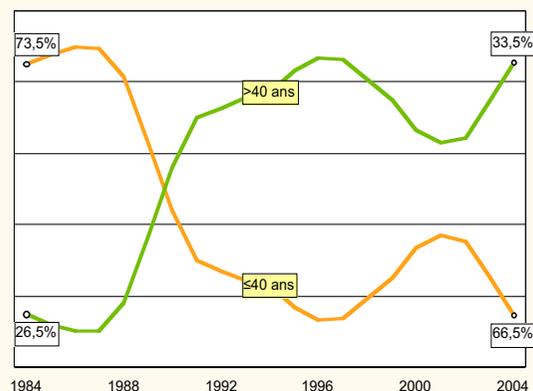
L'évolution de la structure du personnel selon le sexe, l'âge et l'ancienneté

Evolution de la structure selon le sexe*



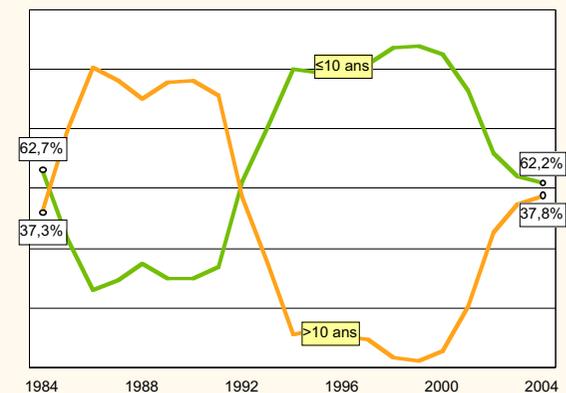
L'évolution de la **structure selon le sexe** fait toujours apparaître une grande **stabilité de la part respective des hommes et des femmes** (respectivement, de 38% et 62% en moyenne au cours des vingt dernières années). La tendance à l'accroissement de la féminisation, constatée ces dernières années, tend à s'atténuer.

Evolution de la structure selon l'âge*



L'évolution de la **structure selon l'âge** montre un **vieillissement de la population** : les salariés âgés de plus de 40 ans, qui constituaient environ 1/4 de l'effectif dans les années 1985-1987, en composent en moyenne 1/3 aujourd'hui. Cette situation vient après une phase de cinq ans durant laquelle une tendance au rajeunissement était perceptible (la part dans le total des salariés âgés de 40 ans ou moins gagnait trois points de 1995 à 2000).

Evolution de la structure selon l'ancienneté*



L'évolution de la **structure selon l'ancienneté** : après une période de baisse de l'ancienneté moyenne, on note depuis cinq ans la **nette augmentation de la part des salariés de plus de dix ans d'ancienneté** (après une pointe à 41% en 1988-1990, celle-ci avait atteint un point bas à 33% en 1997-1999 et retrouve pour les trois dernières années un niveau moyen d'environ 37%).

* En % de l'effectif total. Moyennes mobiles sur trois ans.

2.

L'évolution de l'emploi (suite)

Etude ponctuelle

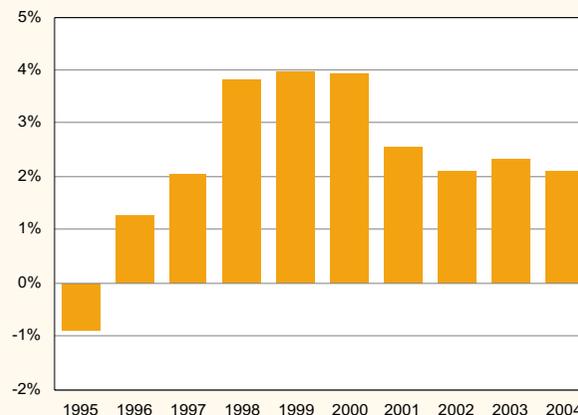
" 1995 / 2004 : quelques grandes tendances par type d'activité"

Evolution de l'emploi : quelques grandes tendances* par type d'activité

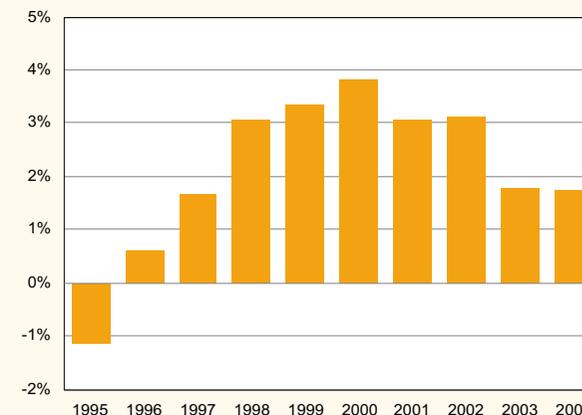
1. L'ensemble de la profession

- Une croissance qui s'accélère jusqu'à un plateau à la fin des années 1990 (qui se maintient plus longtemps pour les seuls CDI), puis un ralentissement marqué dans les dernières années.
- Une proportion de licenciements économiques en baisse constante sur la décennie, au total divisée par plus de 8.
- Un taux d'encadrement en progression constante sur la période, s'accroissant en moyenne d'1/2 point par an.
- Une progression constante de la proportion de CDD puis une stabilisation depuis le début des années 2000.

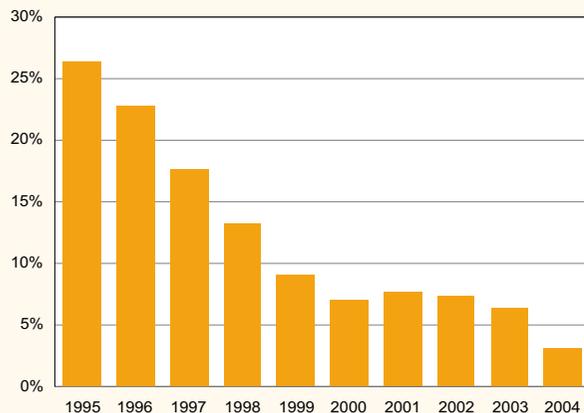
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1
(T1 : CDD et CDI confondus)



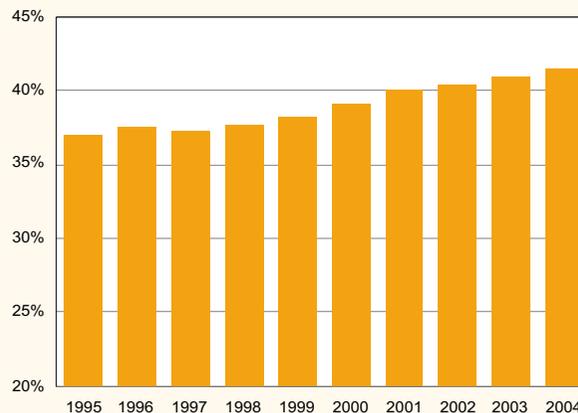
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2
(T2 : CDI seuls)



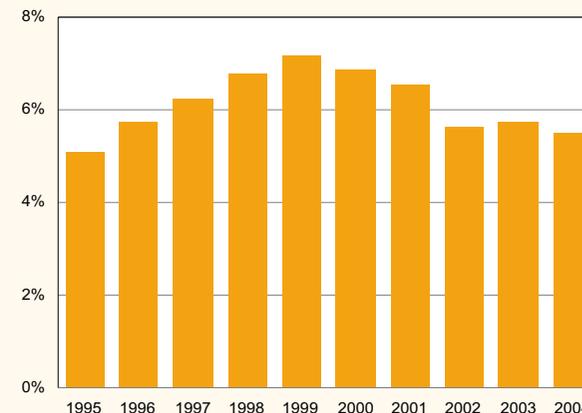
Evolution de la part des licenciements économiques
(en % des fins de CDI)



Evolution du taux d'encadrement
(part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD
(en % de l'effectif total)



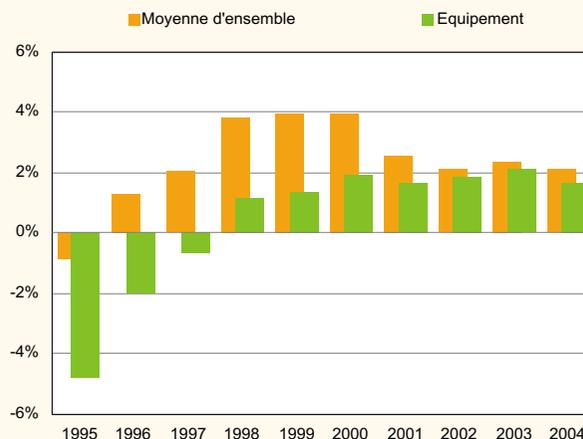
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus (CDD et CDI) et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Evolution de l'emploi : quelques grandes tendances* par type d'activité

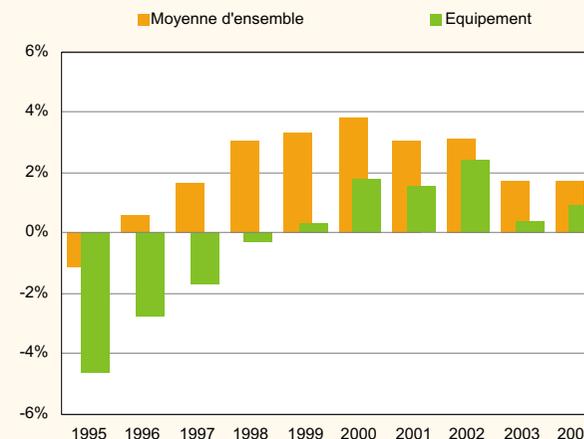
2. Les établissements spécialisés dans le financement de l'équipement (crédit classique et location de matériels, particuliers et entreprises)

- Etablissements proches de la moyenne en termes d'effectifs : 108 salariés par société sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux de croissance des effectifs toujours sensiblement inférieur à la moyenne d'ensemble, particulièrement pour les seuls CDI.
- Une proportion de licenciements économiques plus importante que la moyenne, avec un ressaut dans les années 2001/2003.
- Un taux d'encadrement supérieur à la moyenne à partir de 1997, en hausse continue jusqu'en 2002, puis s'érodant légèrement dans les deux dernières années.
- Une progression constante de la proportion de CDD puis une stabilisation à un niveau supérieur à la moyenne depuis le début des années 2000.

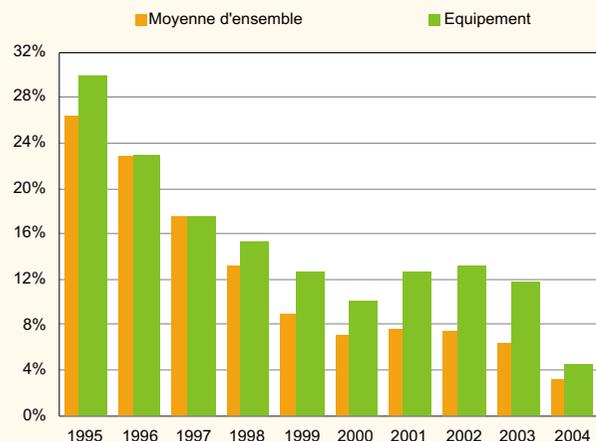
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : CDD et CDI confondus)



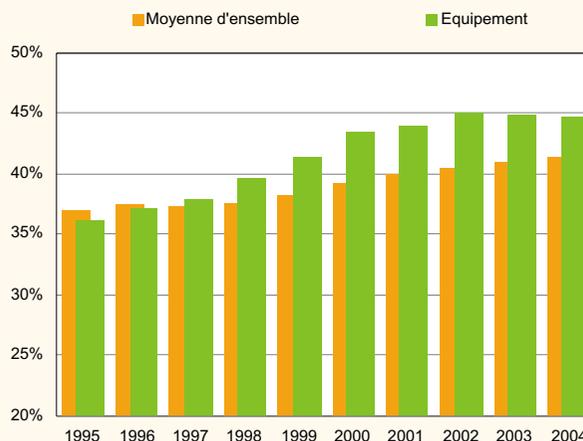
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



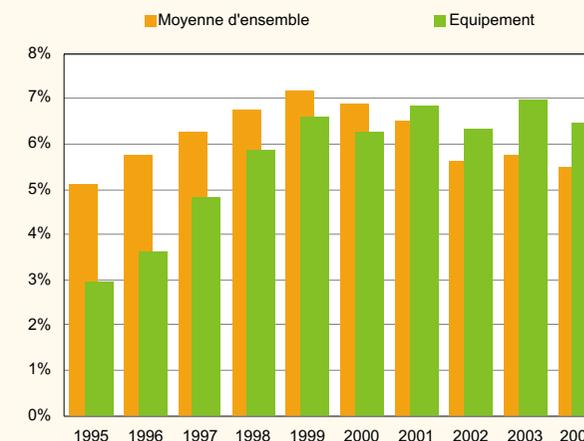
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



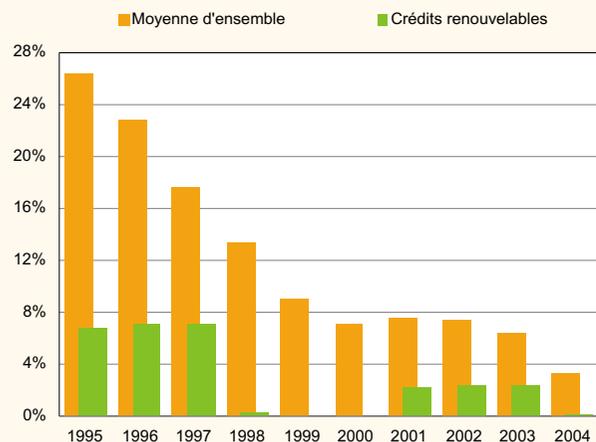
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus (CDD et CDI) et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 5 grandes catégories d'établissements : financement de l'équipement (crédits classiques et location de matériels), crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturation, financement de l'immobilier (immobilier d'entreprise - financements classiques et crédit-bail immobilier - et financement du logement), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Evolution de l'emploi : quelques grandes tendances* par type d'activité

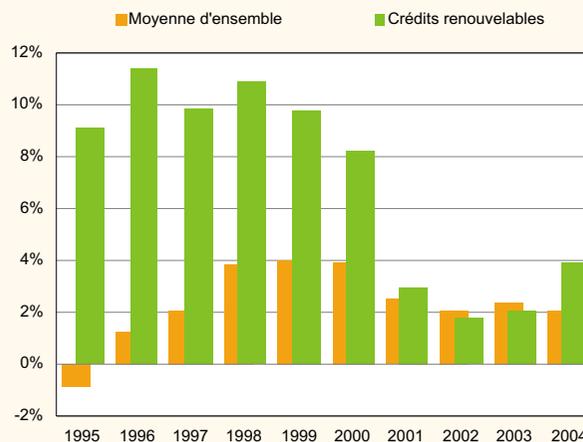
3. Les établissements spécialisés dans le crédit renouvelable

- Etablissements les plus importants en termes d'effectifs : 729 salariés par société sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux de croissance des effectifs très élevé jusqu'au début des années 2000, suivi d'un ralentissement mais toujours à un rythme plus élevé que la moyenne (pour les seuls CDI).
- Une proportion de licenciements économiques très largement inférieure à la moyenne, et plusieurs années avec une proportion zéro.
- Un taux d'encadrement en progression constante mais toujours inférieur au taux moyen de la profession (de l'ordre de 10 points).
- Une baisse continue de la proportion de CDD, qui demeure cependant toujours supérieure à la moyenne.

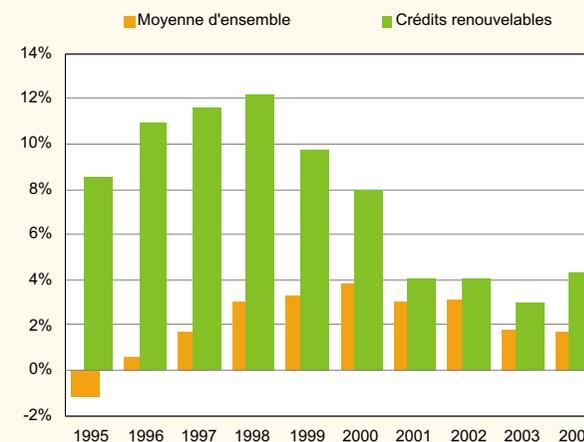
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



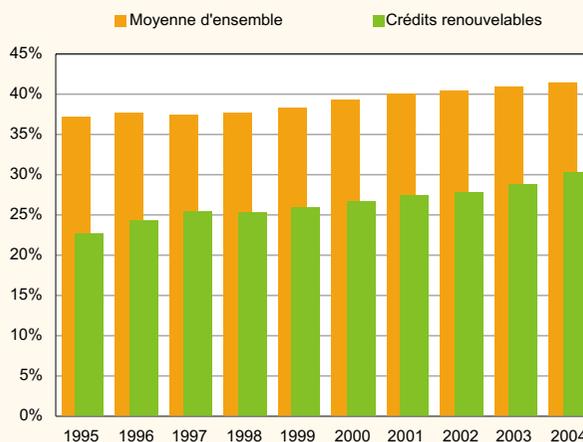
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : CDD et CDI confondus)



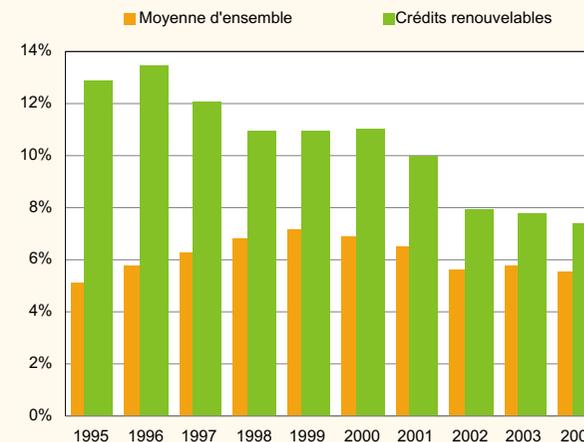
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



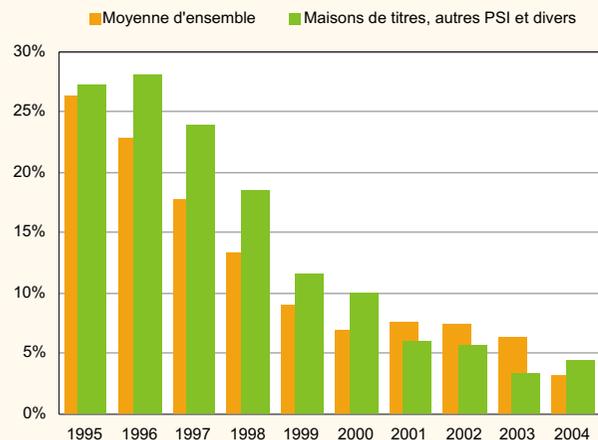
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus (CDD et CDI) et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 5 grandes catégories d'établissements : financement de l'équipement (crédits classiques et location de matériels), crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturation, financement de l'immobilier (immobilier d'entreprise - financements classiques et crédit-bail immobilier - et financement du logement), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Evolution de l'emploi : quelques grandes tendances* par type d'activité

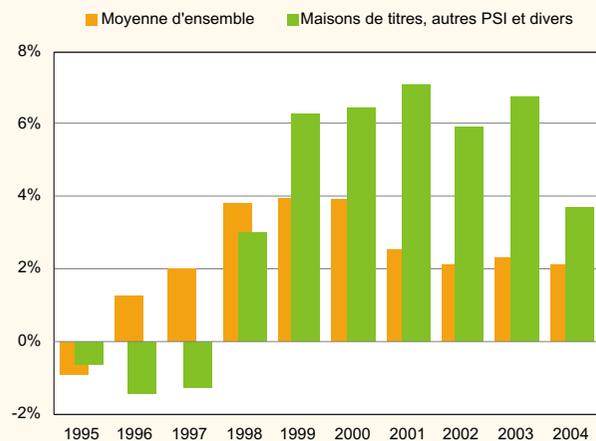
4. Les maisons de titres et autres PSI, les activités diverses

- Etablissements les moins importants en termes d'effectifs : 38 salariés par société sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux de croissance des effectifs très élevé au début des années 2000, suivi d'un ralentissement mais toujours à un rythme plus élevé que la moyenne.
- Une proportion de licenciements économiques plus élevée que la moyenne jusqu'en 2000, puis inférieure avant un léger rebond dans les dernières années.
- Un taux d'encadrement en progression constante et toujours très supérieur au taux moyen, cet écart allant même en augmentant (de 12 points il y a dix ans à plus de 20 points aujourd'hui).
- Une baisse de la proportion de CDD, qui est sur presque toute la période très inférieure à la moyenne d'ensemble.

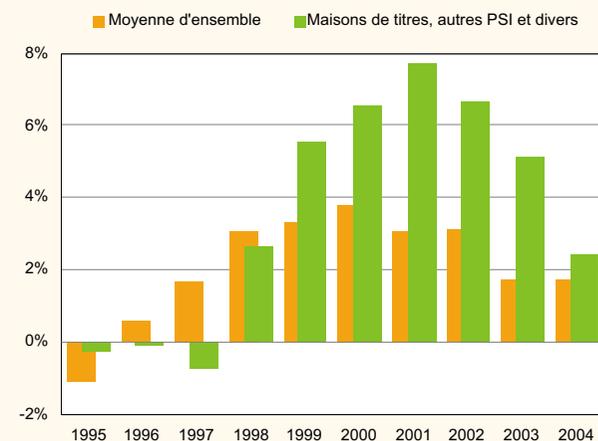
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



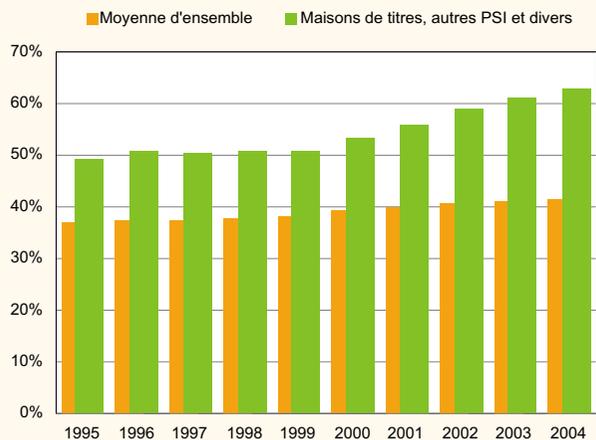
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : CDD et CDI confondus)



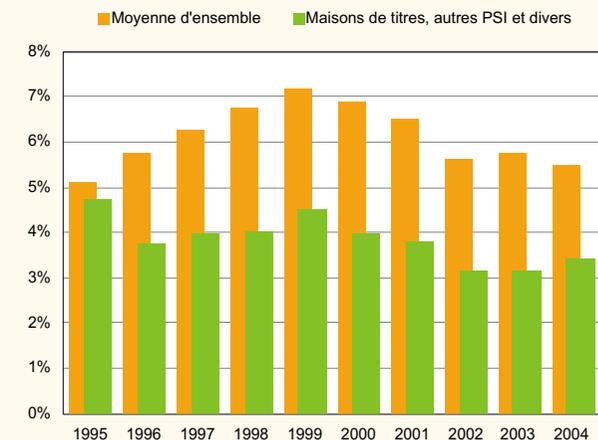
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



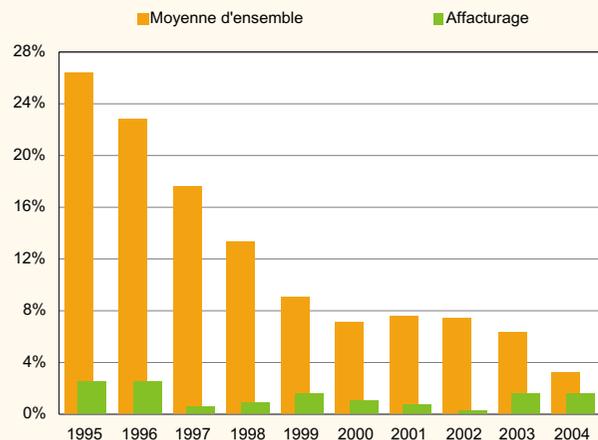
* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus (CDD et CDI) et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 5 grandes catégories d'établissements : financement de l'équipement (crédits classiques et location de matériels), crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturation, financement de l'immobilier (immobilier d'entreprise - financements classiques et crédit-bail immobilier - et financement du logement), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

Evolution de l'emploi : quelques grandes tendances* par type d'activité

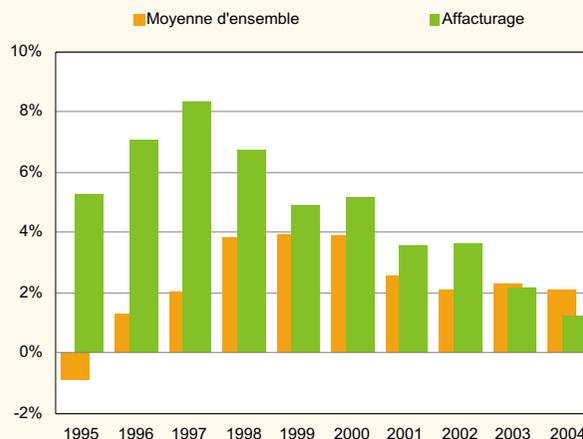
5. Les établissements spécialisés dans l'affacturage

- Etablissements relativement importants en termes d'effectifs : 142 salariés par société sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Un taux de croissance des effectifs très élevé à la fin des années 1990, puis un ralentissement, accentué les toutes dernières années au début des années 2000, suivi d'un ralentissement mais toujours à un rythme plus élevé que la moyenne.
- La proportion de licenciements économiques la plus faible de toutes les catégories d'établissements : 1,4% en moyenne sur les dix dernières années.
- Un taux d'encadrement en progression constante et toujours légèrement inférieur au taux moyen (de l'ordre de 4 à 5 points).
- Une baisse très accentuée de la proportion de CDD depuis le point haut de 1999.

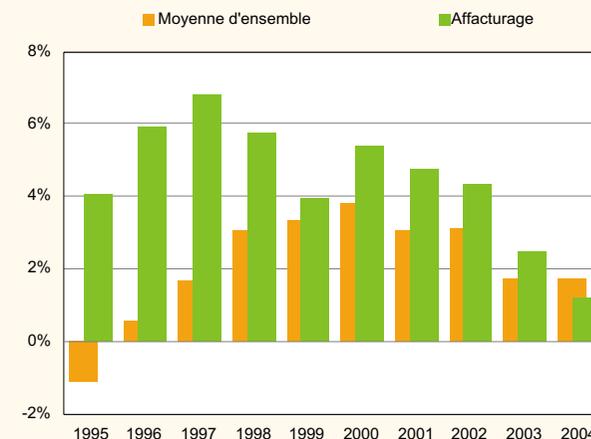
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



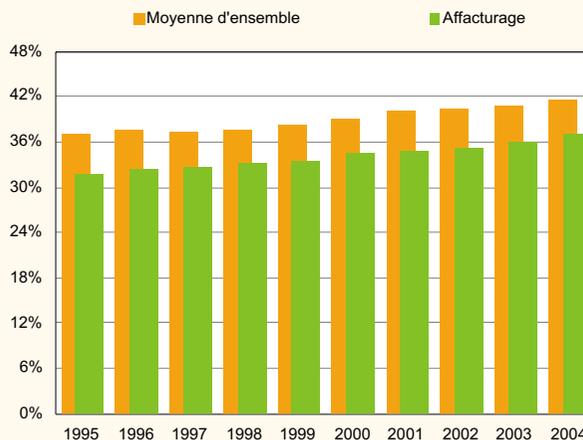
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : CDD et CDI confondus)



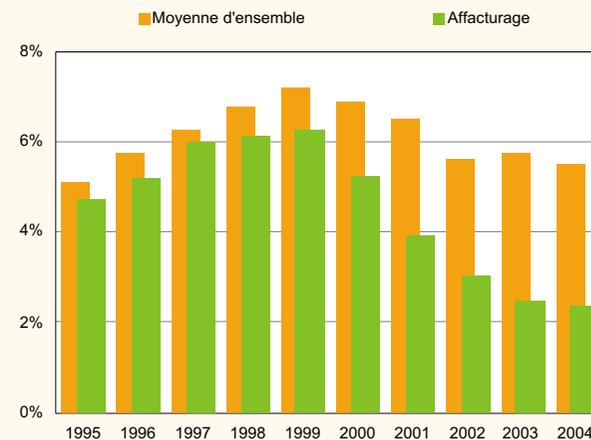
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus (CDD et CDI) et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 5 grandes catégories d'établissements : financement de l'équipement (crédits classiques et location de matériels), crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement de l'immobilier (immobilier d'entreprise - financements classiques et crédit-bail immobilier - et financement du logement), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

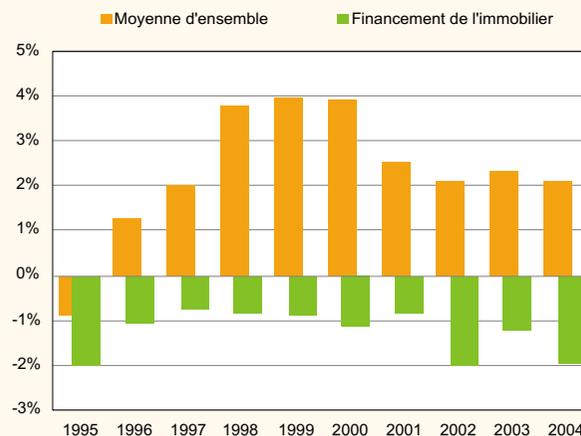
Evolution de l'emploi : quelques grandes tendances* par type d'activité

6. Les établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier (immobilier d'entreprise et financement du logement)

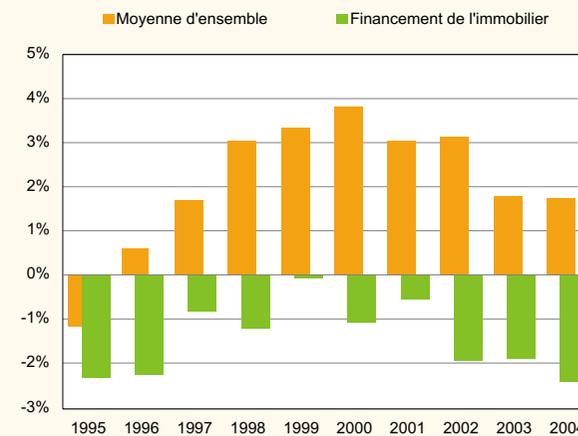
(immobilier d'entreprise et financement du logement)

- Etablissements peu importants en termes d'effectifs : 51 salariés par société sur la base d'un effectif moyen de 100 pour l'ensemble de la profession.
- Caractéristique de cette catégorie : croissance négative des effectifs sur toute la période (-1,5% l'an en moyenne pour les seuls CDI).
- Forte proportion de licenciements économiques à la fin des années 1990 (taux supérieur de près de 10 points à la moyenne), puis ralentissement.
- Un taux d'encadrement supérieur à la moyenne mais qui s'érode au fil du temps (l'écart par rapport au taux moyen de la profession passe de 10 à 3 points au cours de la décennie).
- Une proportion de CDD toujours en retrait de la moyenne d'ensemble (2 points en moyenne).

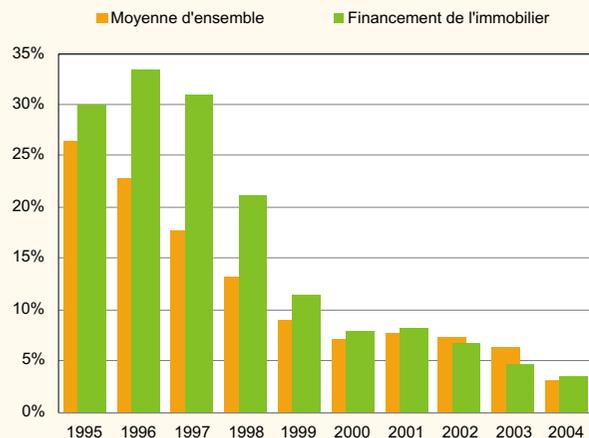
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T1 (T1 : CDD et CDI confondus)



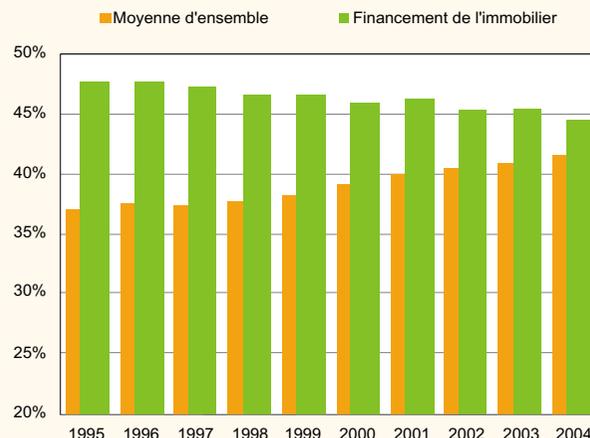
Evolution du taux annuel de croissance des effectifs T2 (T2 : CDI seuls)



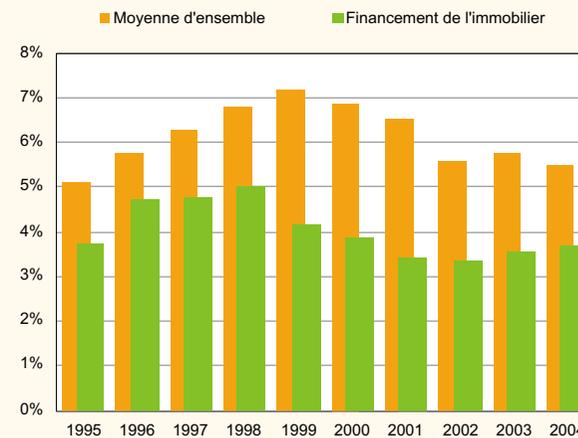
Evolution de la part des licenciements économiques (en % des fins de CDI)



Evolution du taux d'encadrement (part des cadres en % de l'effectif total)



Evolution de la part des CDD (en % de l'effectif total)



* 5 indicateurs ont été retenus (taux annuel d'évolution des effectifs - tous contrats confondus (CDD et CDI) et CDI seuls -, part des licenciements économiques dans les fins de CDI, taux d'encadrement, évolution de la part des CDD), pour chacune des 5 grandes catégories d'établissements : financement de l'équipement (crédits classiques et location de matériels), crédits renouvelables, maisons de titres et divers, affacturage, financement de l'immobilier (immobilier d'entreprise - financements classiques et crédit-bail immobilier - et financement du logement), chacune de celles-ci étant comparée à la moyenne d'ensemble. Il s'agit d'indications en termes de tendance : les données graphiques sont des moyennes mobiles sur 3 ans.

3. L'état des salaires réels

Les salaires réels au 1er janvier 2005

(salaires annuels en euros, hors prime d'ancienneté)

Données de base par coefficients hiérarchiques et par sexes

(données établies sur la base d'un échantillon de 66 établissements regroupant 60% de l'effectif total de la profession)

Coefficients hiérarchiques	Ensemble du personnel					Personnel féminin seul					Personnel masculin seul					
	Nombre de salariés par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré (1)	Salaire moyen pondéré du 1er décile (2)	Salaire moyen pondéré du 10ème décile (3)	Nombre de salariés par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré (1)	Salaire moyen pondéré du 1er décile (2)	Salaire moyen pondéré du 10ème décile (3)	Nombre de salariés par coefficient	Salaire médian	Salaire moyen pondéré (1)	Salaire moyen pondéré du 1er décile (2)	Salaire moyen pondéré du 10ème décile (3)	
Non-cadres	150	93	17 136	18 667	15 502	26 203	65	17 216	18 713	15 513	25 562	28	16 999	18 561	15 570	27 164
	165	51	16 817	17 821	15 980	23 332	37	17 299	18 089	16 031	23 191	14	16 560	17 111	15 779	23 896
	180	301	17 094	18 204	16 179	23 698	251	17 094	17 956	16 119	23 320	50	18 166	19 450	16 701	25 025
	195	921	18 672	19 455	16 349	25 612	723	18 559	19 367	16 315	25 482	198	19 054	19 776	16 472	26 075
	210	633	20 431	21 142	16 804	27 540	498	20 260	20 934	16 738	27 261	135	22 446	21 910	17 230	28 294
	225	1 290	20 724	21 411	17 704	28 312	1 043	20 683	21 327	17 678	28 023	247	21 067	21 768	17 811	29 201
	240	1 123	21 275	22 113	18 598	28 576	844	21 235	22 068	18 572	28 382	279	21 370	22 248	18 676	29 158
	255	1 305	23 132	23 926	19 388	31 824	1 038	22 982	23 798	19 194	31 956	267	23 956	24 425	20 344	31 255
	275	473	25 363	25 195	19 460	32 005	369	25 216	25 006	19 227	31 888	104	25 706	25 865	20 470	32 062
	295	769	27 323	27 420	21 051	35 355	574	27 291	27 358	20 912	35 070	195	27 417	27 602	21 509	36 149
Cadres	310	508	28 486	28 890	21 503	38 057	362	28 709	28 983	21 357	37 846	146	27 496	28 659	21 869	38 550
	325	205	29 515	29 331	21 247	38 061	149	29 031	29 009	20 896	38 170	56	30 295	30 187	22 655	37 625
	340	379	27 292	28 524	22 155	38 166	274	26 838	28 055	21 689	37 808	105	28 873	29 750	24 062	38 963
	300	154	28 469	29 334	24 109	38 450	77	27 690	28 441	23 839	36 544	77	29 796	30 227	24 642	38 668
	360	956	32 276	33 737	25 304	51 790	490	31 542	32 010	24 882	44 173	466	33 526	35 552	25 932	57 173
	400	1 587	36 954	38 367	26 858	58 596	753	35 604	36 365	26 187	52 337	834	38 417	40 175	27 850	62 651
	450	900	43 006	44 505	31 554	65 615	391	41 321	42 532	30 613	62 886	509	44 699	46 020	32 655	67 095
	550	1 026	48 722	50 468	36 562	73 140	396	45 545	47 128	35 346	65 909	630	50 488	52 568	38 381	76 719
	625	335	55 299	57 739	41 240	86 966	142	51 265	52 523	38 366	71 547	193	58 851	61 577	44 267	94 437
	700	547	63 504	64 946	45 557	92 262	168	59 868	60 613	43 299	82 101	379	65 117	66 867	47 129	95 795
850	287	75 744	83 621	55 631	156 570	64	72 818	75 067	57 514	98 105	223	77 012	86 076	54 962	170 728	
900	337	99 543	109 277	67 752	203 735	44	83 486	93 127	62 514	176 418	293	101 000	111 703	68 716	208 164	
		14 180					8 752					5 428				

(1) Pondération par le nombre de salarié(e)s concerné(e)s.
 (2) 10% des salarié(e)s les moins rémunéré(e)s du coefficient.
 (3) 10% des salarié(e)s les plus rémunéré(e)s du coefficient.

Profil des salaires réels

Salaires annuels, hors prime d'ancienneté, base janvier 2005, ensemble du personnel (y compris coefficient 900)

Tranches de salaires (montants en euros)	Ensemble du personnel		Personnel féminin		Personnel masculin		Tranches de salaires (montants en euros)	Ensemble du personnel		Personnel féminin		Personnel masculin	
	% du total	% cumulé	% du total	% cumulé	% du total	% cumulé		% du total	% cumulé	% du total	% cumulé	% du total	% cumulé
T1 de 15 007 à 15 499	0,10%	0,10%	0,15%	0,15%	0,02%	0,02%	T48 de 77 000 à 78 999	0,37%	96,44%	0,11%	99,25%	0,79%	91,91%
T2 de 15 500 à 15 999	0,21%	0,31%	0,27%	0,42%	0,11%	0,13%	T49 de 79 000 à 80 999	0,34%	96,78%	0,11%	99,36%	0,70%	92,61%
T3 de 16 000 à 16 499	0,73%	1,04%	0,98%	1,41%	0,31%	0,44%	T50 de 81 000 à 82 999	0,18%	96,96%	0,06%	99,42%	0,39%	93,00%
T4 de 16 500 à 16 999	1,06%	2,09%	1,27%	2,67%	0,72%	1,16%	T51 de 83 000 à 84 999	0,16%	97,12%	0,08%	99,50%	0,28%	93,28%
T5 de 17 000 à 17 499	2,19%	4,28%	3,05%	5,72%	0,79%	1,95%	T52 de 85 000 à 86 999	0,29%	97,40%	0,03%	99,53%	0,70%	93,98%
T6 de 17 500 à 17 999	1,71%	5,99%	2,24%	7,96%	0,87%	2,82%	T53 de 87 000 à 88 999	0,13%	97,54%	0,02%	99,55%	0,31%	94,29%
T7 de 18 000 à 18 499	2,09%	8,09%	2,83%	10,80%	0,90%	3,72%	T54 de 89 000 à 90 999	0,20%	97,74%	0,05%	99,60%	0,44%	94,73%
T8 de 18 500 à 18 999	2,17%	10,25%	2,83%	13,63%	1,09%	4,81%	T55 de 91 000 à 92 999	0,13%	97,86%	0,03%	99,63%	0,28%	95,01%
T9 de 19 000 à 19 499	2,93%	13,19%	3,69%	17,32%	1,71%	6,52%	T56 de 93 000 à 94 999	0,11%	97,98%	0,05%	99,68%	0,22%	95,23%
T10 de 19 500 à 19 999	2,42%	15,61%	3,23%	20,56%	1,11%	7,63%	T57 de 95 000 à 96 999	0,12%	98,10%	0,06%	99,74%	0,22%	95,45%
T11 de 20 000 à 20 999	4,93%	20,54%	6,47%	27,02%	2,45%	10,08%	T58 de 97 000 à 98 999	0,14%	98,24%		99,74%	0,37%	95,82%
T12 de 21 000 à 21 999	5,47%	26,00%	6,98%	34,00%	3,02%	13,10%	T59 de 99 000 à 100 999	0,16%	98,40%	0,03%	99,77%	0,37%	96,19%
T13 de 22 000 à 22 999	5,39%	31,40%	6,90%	40,90%	2,97%	16,06%	T60 de 101 000 à 103 999	0,18%	98,58%	0,02%	99,79%	0,44%	96,63%
T14 de 23 000 à 23 999	4,62%	36,02%	5,66%	46,56%	2,95%	19,01%	T61 de 104 000 à 106 999	0,14%	98,72%	0,05%	99,84%	0,29%	96,92%
T15 de 24 000 à 24 999	4,18%	40,20%	5,00%	51,57%	2,86%	21,87%	T62 de 107 000 à 109 999	0,07%	98,79%	0,01%	99,85%	0,17%	97,09%
T16 de 25 000 à 25 999	3,64%	43,84%	4,08%	55,64%	2,93%	24,80%	T63 de 110 000 à 112 999	0,11%	98,91%	0,02%	99,87%	0,26%	97,35%
T17 de 26 000 à 26 999	3,32%	47,16%	3,86%	59,51%	2,45%	27,25%	T64 de 113 000 à 115 999	0,08%	98,99%	0,03%	99,91%	0,17%	97,51%
T18 de 27 000 à 27 999	2,92%	50,08%	3,36%	62,87%	2,21%	29,46%	T65 de 116 000 à 118 999	0,06%	99,05%	0,01%	99,92%	0,13%	97,64%
T19 de 28 000 à 28 999	2,86%	52,94%	3,29%	66,16%	2,17%	31,63%	T66 de 119 000 à 121 999	0,14%	99,19%		99,92%	0,37%	98,01%
T20 de 29 000 à 29 999	2,57%	55,51%	2,77%	68,92%	2,27%	33,90%	T67 de 122 000 à 124 999	0,09%	99,28%	0,01%	99,93%	0,22%	98,23%
T21 de 30 000 à 31 499	3,49%	59,01%	3,79%	72,71%	3,00%	36,90%	T68 de 125 000 à 127 999	0,04%	99,32%	0,01%	99,94%	0,09%	98,32%
T22 de 31 500 à 32 999	3,50%	62,51%	3,63%	76,35%	3,30%	40,20%	T69 de 128 000 à 130 999	0,08%	99,40%		99,94%	0,20%	98,53%
T23 de 33 000 à 34 499	2,94%	65,45%	2,78%	79,12%	3,21%	43,40%	T70 de 131 000 à 133 999	0,02%	99,42%		99,94%	0,06%	98,58%
T24 de 34 500 à 35 999	2,83%	68,29%	2,46%	81,58%	3,45%	46,85%	T71 de 134 000 à 136 999	0,05%	99,47%	0,01%	99,95%	0,11%	98,69%
T25 de 36 000 à 37 499	2,48%	70,77%	2,29%	83,87%	2,80%	49,65%	T72 de 137 000 à 139 999	0,06%	99,53%		99,95%	0,15%	98,84%
T26 de 37 500 à 38 999	2,23%	73,00%	1,81%	85,67%	2,91%	52,56%	T73 de 140 000 à 142 999	0,04%	99,57%	0,01%	99,97%	0,09%	98,93%
T27 de 39 000 à 40 499	1,89%	74,89%	1,46%	87,13%	2,58%	55,14%	T74 de 143 000 à 145 999	0,03%	99,60%		99,97%	0,07%	99,01%
T28 de 40 500 à 41 999	1,88%	76,76%	1,38%	88,52%	2,67%	57,81%	T75 de 146 000 à 148 999	0,01%	99,61%		99,97%	0,04%	99,04%
T29 de 42 000 à 43 499	1,86%	78,62%	1,34%	89,85%	2,71%	60,52%	T76 de 149 000 à 151 999	0,04%	99,65%		99,97%	0,11%	99,15%
T30 de 43 500 à 44 999	1,41%	80,04%	1,04%	90,89%	2,01%	62,53%	T77 de 152 000 à 154 999	0,07%	99,72%	0,01%	99,98%	0,17%	99,32%
T31 de 45 000 à 46 499	1,63%	81,66%	1,06%	91,96%	2,54%	65,07%	T78 de 155 000 à 159 999	0,06%	99,79%		99,98%	0,17%	99,48%
T32 de 46 500 à 47 999	1,38%	83,05%	0,80%	92,76%	2,32%	67,39%	T79 de 160 000 à 164 999	0,01%	99,80%		99,98%	0,04%	99,52%
T33 de 48 000 à 49 499	1,28%	84,32%	0,73%	93,49%	2,16%	69,55%	T80 de 165 000 à 169 999	0,02%	99,82%		99,98%	0,06%	99,58%
T34 de 49 500 à 50 999	1,17%	85,49%	0,69%	94,17%	1,95%	71,50%	T81 de 170 000 à 174 999	0,01%	99,83%		99,98%	0,02%	99,59%
T35 de 51 000 à 52 999	1,50%	86,99%	0,85%	95,02%	2,54%	74,04%	T82 de 175 000 à 179 999	0,01%	99,84%		99,98%	0,04%	99,63%
T36 de 53 000 à 54 999	1,16%	88,15%	0,59%	95,61%	2,06%	76,11%	T83 de 180 000 à 184 999	0,01%	99,85%		99,98%	0,02%	99,65%
T37 de 55 000 à 56 999	1,20%	89,34%	0,63%	96,24%	2,12%	78,22%	T84 de 185 000 à 189 999		99,85%		99,98%		99,65%
T38 de 57 000 à 58 999	0,86%	90,20%	0,39%	96,63%	1,62%	79,85%	T85 de 190 000 à 194 999	0,03%	99,88%		99,98%	0,07%	99,88%
T39 de 59 000 à 60 999	1,02%	91,22%	0,53%	97,15%	1,81%	81,65%	T86 de 195 000 à 199 999	0,01%	99,89%	0,01%	99,99%	0,00%	99,72%
T40 de 61 000 à 62 999	0,71%	91,93%	0,35%	97,51%	1,29%	82,94%	T87 de 200 000 à 204 999	0,01%	99,90%		99,99%	0,04%	99,76%
T41 de 63 000 à 64 999	0,77%	92,70%	0,29%	97,79%	1,55%	84,49%	T88 de 205 000 à 209 999		99,90%		99,99%		99,76%
T42 de 65 000 à 66 999	0,73%	93,43%	0,31%	98,10%	1,42%	85,91%	T89 de 210 000 à 214 999	0,01%	99,91%		99,99%	0,02%	99,78%
T43 de 67 000 à 68 999	0,61%	94,05%	0,23%	98,33%	1,23%	87,14%	T90 de 215 000 à 222 999	0,01%	99,92%		99,99%	0,02%	99,80%
T44 de 69 000 à 70 999	0,55%	94,60%	0,24%	98,57%	1,05%	88,19%	T91 de 223 000 à 230 999		99,92%		99,99%		99,80%
T45 de 71 000 à 72 999	0,58%	95,18%	0,24%	98,81%	1,12%	89,31%	T92 de 231 000 à 238 999	0,01%	99,93%	0,01%	100,00%	0,02%	99,82%
T46 de 73 000 à 74 999	0,44%	95,62%	0,16%	98,97%	0,90%	90,22%	T93 de 239 000 à 246 999	0,01%	99,94%			0,02%	99,83%
T47 de 75 000 à 76 999	0,44%	96,06%	0,16%	99,13%	0,90%	91,12%	T94 de 247 000 à 254 999		99,94%				99,83%
							T95 255 000 et plus	0,06%	100,00%			0,17%	100,00%

Profil des salaires réels

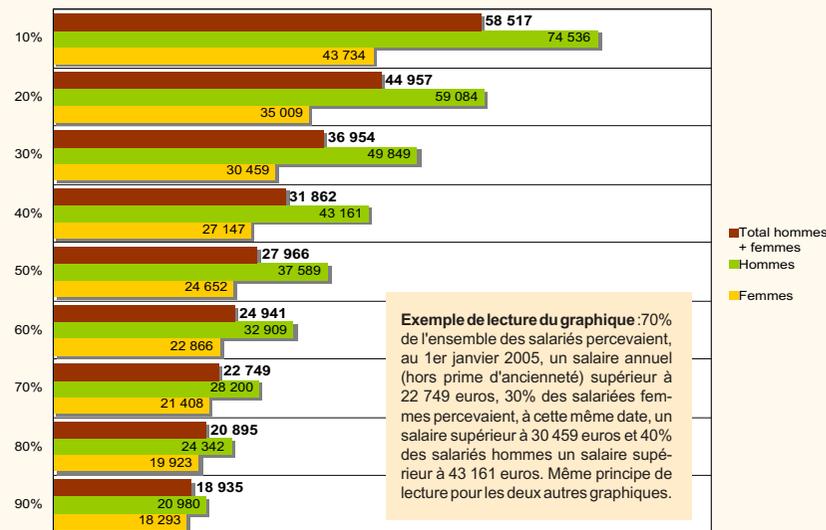
(en % de l'effectif total considéré)

Considérant l'**ensemble du personnel**, on constate qu'au 1er janvier 2005, un **salarié sur deux** de la profession (tous sexes confondus) percevait un **salaire annuel brut** (hors prime d'ancienneté) **supérieur à 27 966 euros**. Ce montant s'établit à 24 652 euros pour les salariées femmes et 37 589 euros pour les salariés hommes.

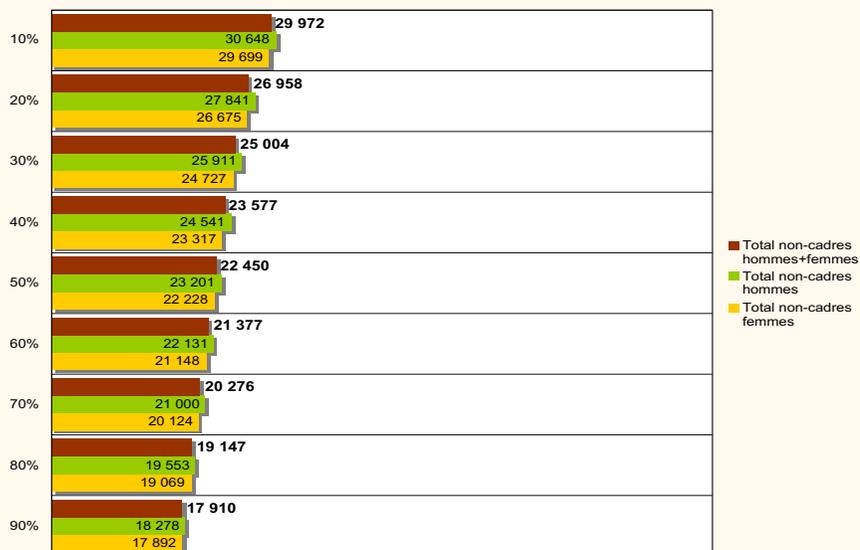
Considérant le seul **personnel non-cadre**, le même constat fait apparaître un salaire global (hommes et femmes confondus) supérieur à 22 450 euros pour un salarié non-cadre sur deux, à 23 201 euros pour un homme non-cadre sur deux et à 22 228 euros pour une femme non-cadre sur deux.

Considérant le seul **personnel cadre**, le même constat fait apparaître un salaire global (hommes et femmes confondus) supérieur à 43 186 euros pour un salarié cadre sur deux, à 47 604 euros pour un homme cadre sur deux et à 38 591 euros pour une femme cadre sur deux.

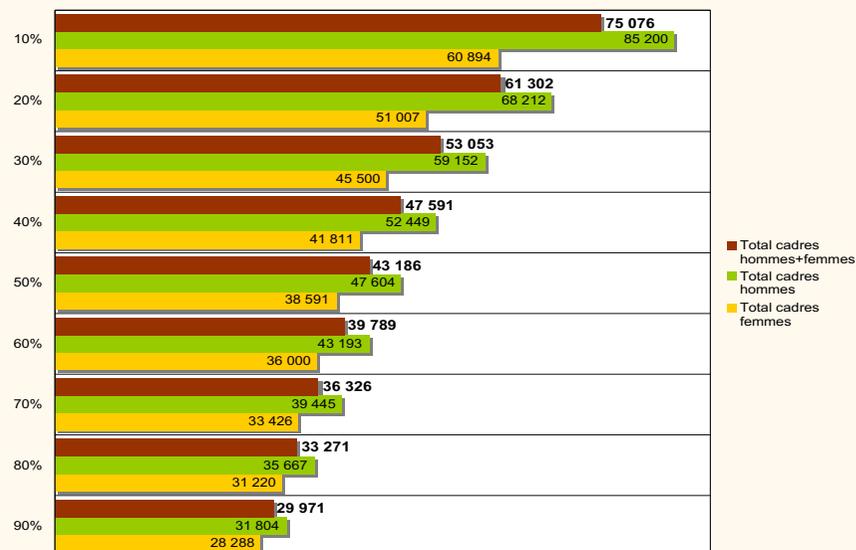
Ensemble du personnel



Personnel non-cadre



Personnel cadre

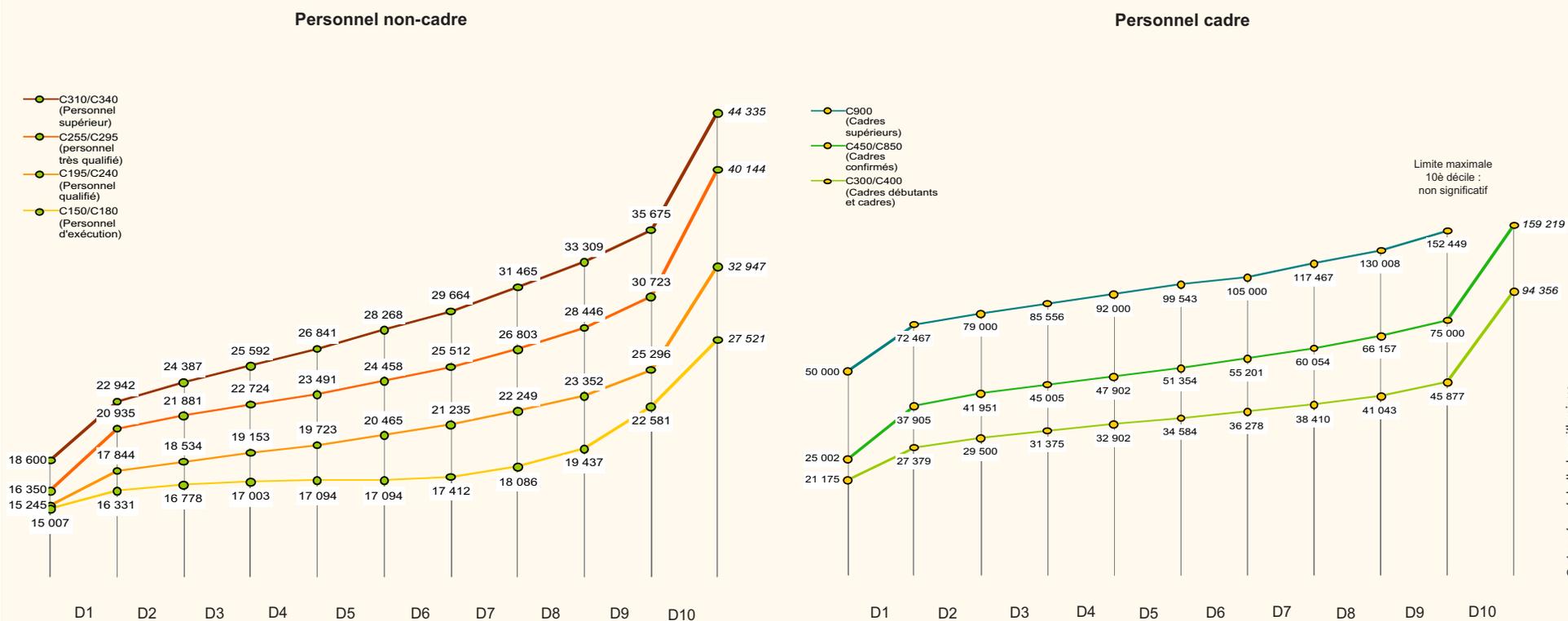


La structure décilaire des salaires

Avertissement : Chacune des populations concernées (population de chacune des catégories hiérarchiques de la Convention Collective) a été segmentée en déciles (10% de la population). Pour chacun de ces déciles ont été recherchés les deux salaires en constituant les limites minimale et maximale. Toutefois, s'agissant de la limite supérieure du 10^e décile, il apparaît qu'en raison de la grande diversité des situations de fait entre les établissements composant l'échantillon de l'enquête, cette façon de procéder n'est pas adaptée à une réalité complexe, caractérisée, à ce niveau de rémunération, par une dispersion particulièrement élevée. La seule référence à une valeur ponctuelle - parfois d'un niveau exceptionnel, non significatif au regard des autres données - n'est pas suffisamment pertinente dans la mesure où elle ne permet pas de rendre compte de la structure salariale de la catégorie hiérarchique considérée. Afin d'atténuer le risque de distorsion et de biais statistique et de disposer d'un instrument de mesure plus approprié, il a été décidé de substituer à cette information une seconde, constituée par la moyenne des 10% des salaires les plus élevés de chacun de ces 10^e déciles. C'est cette donnée moyenne qui est représentée graphiquement. Cette méthode a été adoptée pour toutes les catégories hiérarchiques, à l'exception du coefficient 900 pour lequel cette indication n'est pas significative, compte tenu de la faiblesse de l'effectif concerné et de l'extrême dispersion des salaires à ce coefficient.

Exemple de lecture des graphiques : au sein du personnel non-cadre, dans la catégorie de personnel très qualifié (C255 à C295), 70% des salariés ont un salaire annuel supérieur à 22 724 euros et 60% un salaire supérieur à 23 491 euros, les 10% les mieux rémunérés ont un salaire supérieur à 30 723 euros.

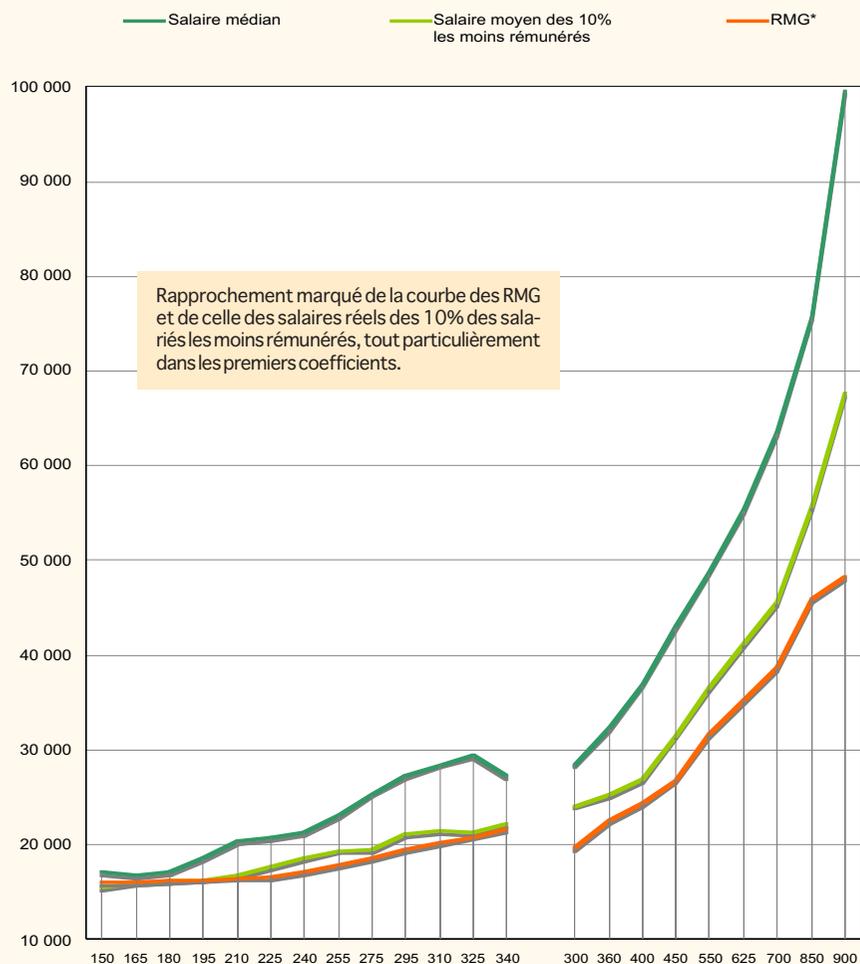
La structure décilaire des effectifs par tranches de salaires et catégories hiérarchiques de la Convention Collective
(Salaire annuel en euros, base janvier 2005, hors prime d'ancienneté)



Les salaires réels et les rémunérations minimales garanties conventionnelles⁽¹⁾

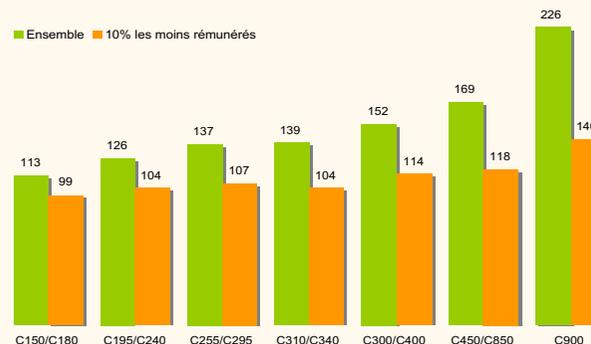
Au 1er janvier 2005, les **salaires réels** (sur la base du salaire médian) étaient **en moyenne supérieurs de 40% aux rémunérations minimales garanties**. Cet écart varie selon le sexe (en moyenne de 44% pour les hommes et 36% pour les femmes) et selon la qualification (27% pour les non-cadres et 57% pour les cadres), il culmine à 106% au coefficient 900 (cadres supérieurs).

Salaires réels et rémunérations minimales garanties par coefficients hiérarchiques



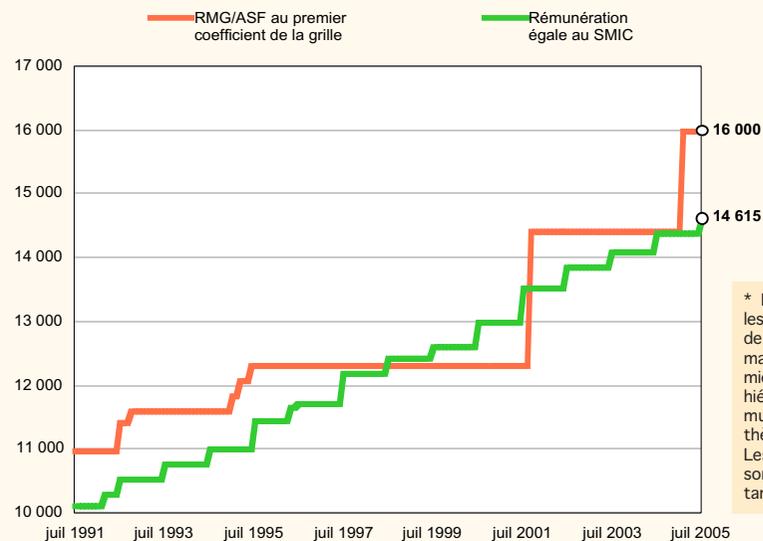
(1) Il s'agit des RMG résultant de l'accord du 11 janvier 2005.

Ecart* entre les salaires réels et les rémunérations minimales garanties



* Ecart entre les salaires réels moyens (et ceux des 10% des salariés les moins rémunérés) et les rémunérations minimales garanties (résultant de l'accord du 11 janvier 2005). Pour chaque catégorie hiérarchique (regroupement de plusieurs coefficients hiérarchiques), la rémunération minimale garantie de chaque coefficient est prise pour base 100.

Rémunération minimale garantie ASF et SMIC*



* Le graphique montre les évolutions comparées de la rémunération minimale garantie ASF au premier coefficient de la grille hiérarchique et d'une rémunération par hypothèse égale au SMIC. Les deux rémunérations sont exprimées en montant annuel.

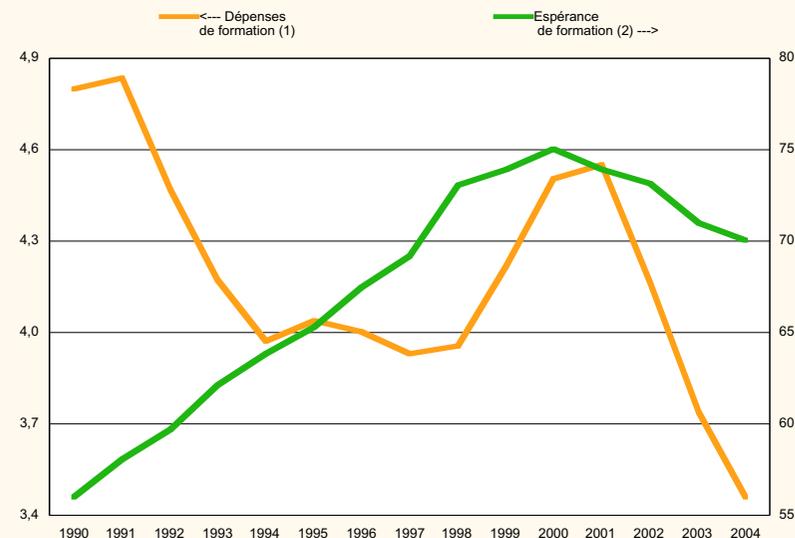
4. La formation professionnelle continue

L'évolution de la formation professionnelle (moyens financiers et bénéficiaires au cours des dernières années)

Pour la cinquième année consécutive, l'effort financier de formation de la profession se contracte : il s'établit en moyenne à **3,47%** de la masse salariale, en repli de **-0,09 point**. On note qu'après un fort recul en 2000 (-0,54 point) et une contraction modérée les trois années suivantes (de l'ordre de -0,2 point), le repli de 2004 atteste d'une tendance de retour à la stabilité. Le recul ne se retrouve que dans les établissements de taille moyenne (sociétés de 50 à 499 salariés) avec -0,67 point ; les autres catégories d'établissements marquent à l'inverse une hausse de l'effort financier, particulièrement sensible dans les petits établissements (moins de 50 salariés) où il atteint +0,77 point, cependant que dans les grands établissements (500 salariés et plus) c'est davantage d'une stabilisation qu'il s'agit (+0,02 point). L'effort financier diverge assez sensiblement selon l'activité dominante de la société : il est le plus élevé dans les sociétés spécialisées dans les crédits renouvelables (4,78%, en léger recul de -0,1 point sur l'année précédente) et le financement de l'immobilier (4,77%, en baisse de -0,14 point), il s'établit à 3,76% dans le financement de l'équipement (là aussi en léger recul de -0,14 point), 2,2% dans l'affacturage (-0,21 point) et 1,89% dans les maisons de titres et autres PSI (en hausse de +0,2 point).

La proportion de salariés de la profession ayant bénéficié, au cours de l'année 2004, d'au moins une action de formation, est en hausse sensible : +3,3 points à 72%.

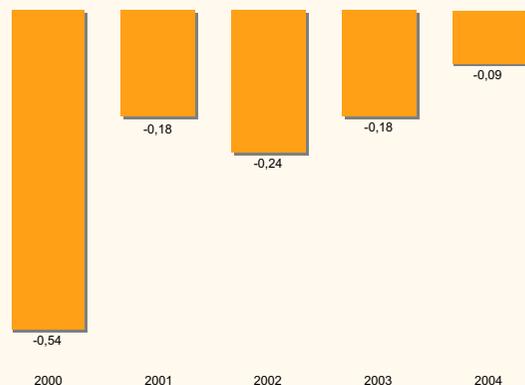
Moyens financiers et bénéficiaires de la formation : l'évolution sur les quinze dernières années



(1) En % de la masse salariale. Moyenne mobile sur 3 ans.
(2) Nombre de salariés ayant suivi au moins un stage au cours de l'année (pour 100 salariés). Moyenne mobile sur 3 ans.

Moyens financiers et bénéficiaires de la formation : l'évolution récente

1. Moyens financiers*



* Variation annuelle en points du ratio "dépenses de formation / masse salariale" (en %).

2. Bénéficiaires de la formation**

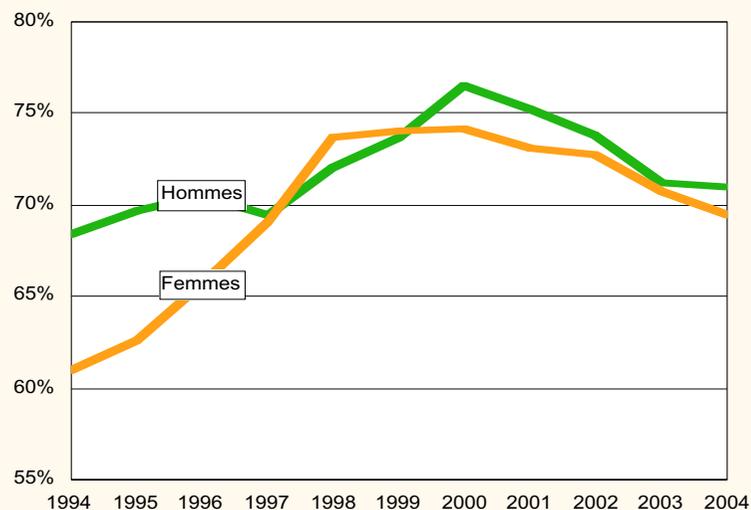


** Variation annuelle en points du ratio "nombre de salariés ayant suivi au moins un stage dans l'année / effectif total" (en %).

Les bénéficiaires de la formation : évolution sur dix ans

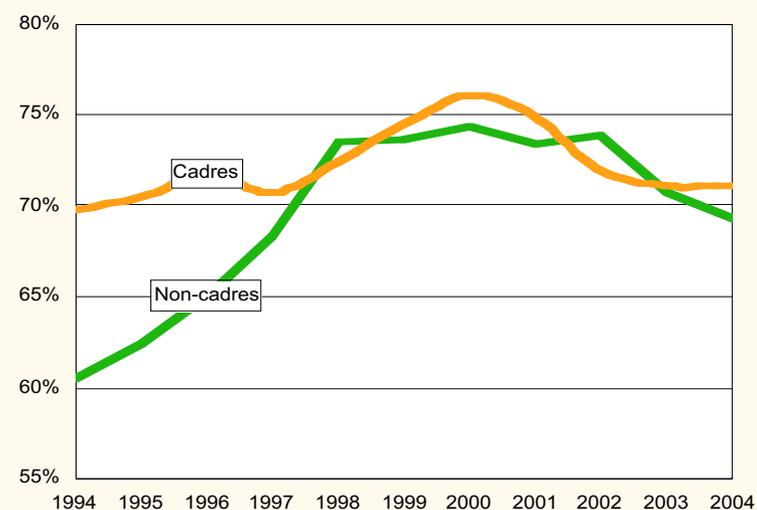
- Evolution d'ensemble** : En 2004, **72%** des salariés de la profession ont suivi au moins un stage de formation au cours de l'année contre 66% dix ans auparavant. La tendance de la dernière décennie est marquée à la fois par un rééquilibrage femmes / hommes et non-cadres / cadres et par un fléchissement d'ensemble du taux de bénéficiaires de formation dans les toutes dernières années.
- Analyse par sexes** : Sur les dix dernières années, la proportion de salariés **hommes** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année est passée, en tendance, de 68% à **71%**, après avoir atteint un "pic" autour de 75% / 76% au cours des années 1999 / 2001, soit une érosion certaine dans les dernières années mais avec une stabilisation depuis deux ans. Pour les salariées **femmes**, cette proportion est passée de 61% à **69%** avec, là aussi, un fléchissement dans la dernière période. Depuis six ans, l'"espérance de formation" des femmes était très proche de celle des hommes ; les deux se confondent maintenant en termes de tendance.
- Analyse par qualification** : Au cours de la même période, la proportion de salariés **cadres** ayant suivi au moins un stage de formation au cours de l'année a peu varié, passant de 70% à **71%**. Ce faible écart recouvre cependant un "pic" dans la zone des 75% / 76% au cours des années 1999 / 2001 avant le fléchissement que l'on enregistre depuis trois ans. Ces taux sont respectivement de 61% et 69% pour les non-cadres. Là aussi, après avoir culminé dans la zone 73% / 74% dans les années 1998 à 2002, la tendance est à une certaine érosion.

L'évolution de la proportion de stagiaires selon le sexe*



* En % de l'effectif de chaque sexe. Moyennes mobiles sur trois ans.

L'évolution de la proportion de stagiaires selon la qualification*



* En % de l'effectif de chaque catégorie hiérarchique. Moyennes mobiles sur trois ans.

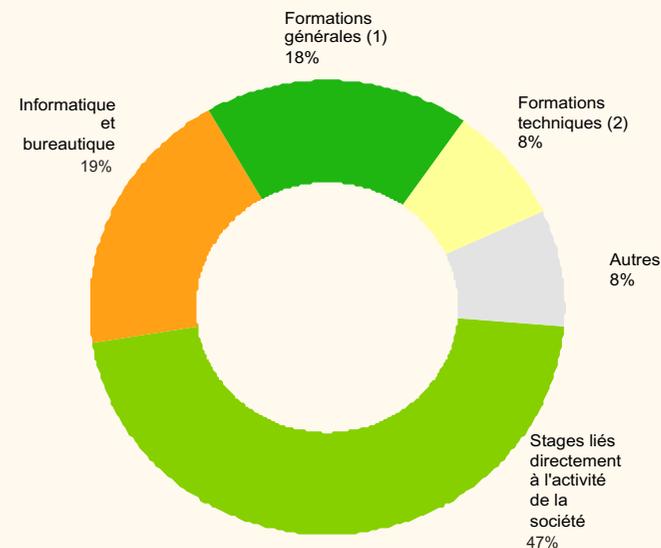
Le contenu et la réalisation de la formation

Le **nombre d'heures-stagiaires** est globalement en **forte hausse** (+9,1%). La **durée moyenne** des stages est en **recul** : -4,8%, avec 14,3 heures.

La **composition des stages** par grands thèmes est la suivante en 2004 :

- La part des formations directement liées à l'**activité de la société** est de **47,8%**, en léger recul par rapport à l'année précédente (-1,3 point). Cette proportion atteint 71% dans les sociétés spécialisées dans le financement de l'immobilier.
- Les stages d'**informatique** et de bureautique représentent **14,7%** du total, en retrait par rapport à 2003 (-2,7 points).
- Les stages de **formation générale** (expression, communication, langues vivantes) entrent pour **20,3%** dans l'ensemble, en hausse sensible (+3,7 points). Cette part culmine à 36% dans les maisons de titres et autres PSI.
- Les formations **techniques** (comptable, économique, fiscale et juridique) composent **6,2%** du total des heures-stagiaires, en légère baisse (-1,4 point).
- Des **formations diverses** représentent **10,9%** du total.

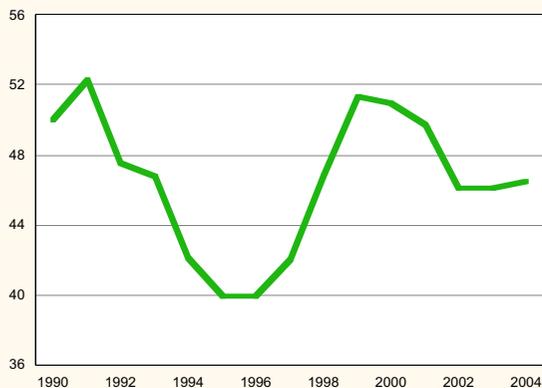
Composition moyenne des stages* de 1990 à 2004



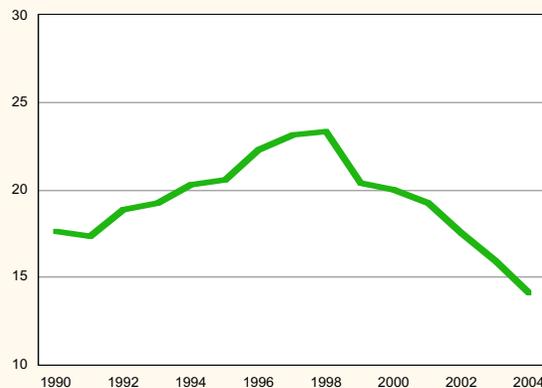
(1) Expression, communication, langues vivantes, etc.
 (2) Formations comptable, économique, fiscale et juridique.

Evolution dans le temps de la part des principaux stages*

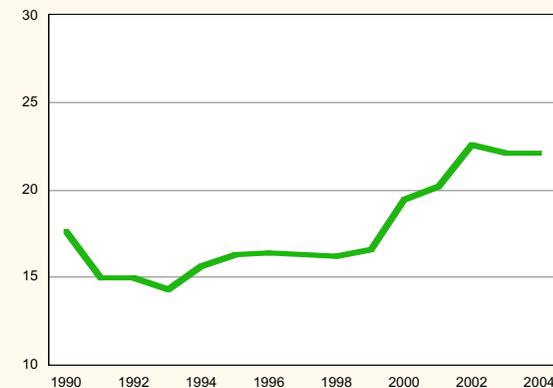
Formations directement liées à l'activité de la société



Informatique et bureautique



Formations générales (expression, communication ...)



* Pour 100 heures-stagiaires. Moyennes mobiles sur trois ans.

Annexes

- Données chiffrées -

	Pages
Annexes 1 à 4 : Structure de l'emploi	35 à 37
Annexes 5 à 7 : Flux d'effectifs	38 à 41
Annexe 8 : Formation professionnelle	42 et 43

Annexe 1
La répartition de l'effectif total
par coefficients hiérarchiques*

Coefficients hiérarchiques	En valeur absolue	En % du total	En % cumulé
150	66	0,7%	0,7%
165	36	0,4%	1,0%
180	212	2,1%	3,1%
195	649	6,5%	9,6%
210	447	4,5%	14,1%
225	910	9,1%	23,2%
240	791	7,9%	31,1%
255	920	9,2%	40,3%
275	334	3,3%	43,7%
295	542	5,4%	49,1%
310	358	3,6%	52,7%
325	145	1,4%	54,1%
340	267	2,7%	56,8%
300	109	1,1%	57,9%
360	674	6,7%	64,6%
400	1 120	11,2%	75,8%
450	635	6,3%	82,1%
550	723	7,2%	89,4%
625	236	2,4%	91,7%
700	386	3,9%	95,6%
850	202	2,0%	97,6%
900	238	2,4%	100,0%
Total	10 000	100,0%	

Annexe 2
La répartition de l'effectif total
par coefficients hiérarchiques et par sexes*

Coefficients hiérarchiques	Hommes		Femmes		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
150	20	30,4%	46	69,6%	66	100,0%
165	10	28,0%	26	72,0%	36	100,0%
180	35	16,6%	177	83,4%	212	100,0%
195	140	21,5%	509	78,5%	649	100,0%
210	95	21,4%	351	78,6%	447	100,0%
225	175	19,2%	735	80,8%	910	100,0%
240	196	24,7%	596	75,3%	791	100,0%
255	188	20,5%	732	79,5%	920	100,0%
275	74	22,1%	260	77,9%	334	100,0%
295	137	25,3%	405	74,7%	542	100,0%
310	103	28,8%	255	71,2%	358	100,0%
325	39	27,3%	105	72,7%	145	100,0%
340	74	27,7%	193	72,3%	267	100,0%
300	54	50,0%	54	50,0%	109	100,0%
360	328	48,7%	346	51,3%	674	100,0%
400	588	52,6%	531	47,4%	1 120	100,0%
450	359	56,6%	276	43,4%	635	100,0%
550	444	61,4%	279	38,6%	723	100,0%
625	136	57,5%	100	42,5%	236	100,0%
700	267	69,3%	119	30,7%	386	100,0%
850	157	77,7%	45	22,3%	202	100,0%
900	207	86,9%	31	13,1%	238	100,0%
Total	3 828	38,3%	6 172	61,7%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 66 établissements regroupant environ 60% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 3
La composition des coefficients hiérarchiques selon l'âge*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 25 ans		De 25 à 40 ans		De 41 à 55 ans		Plus de 55 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
150	17	26,1%	23	35,3%	23	35,3%	2	3,2%	66	100,0%
165	9	24,2%	20	56,4%	6	17,5%	1	1,9%	36	100,0%
180	52	24,6%	121	57,1%	37	17,3%	2	1,0%	212	100,0%
195	140	21,5%	417	64,2%	82	12,6%	11	1,6%	649	100,0%
210	32	7,3%	314	70,4%	88	19,8%	11	2,5%	447	100,0%
225	58	6,4%	635	69,8%	192	21,1%	25	2,7%	910	100,0%
240	70	8,8%	556	70,2%	146	18,4%	20	2,6%	791	100,0%
255	19	2,1%	645	70,0%	228	24,8%	29	3,1%	920	100,0%
275	7	2,2%	188	56,4%	122	36,5%	16	4,9%	334	100,0%
295	18	3,3%	295	54,4%	198	36,6%	31	5,7%	542	100,0%
310	5	1,4%	182	50,8%	151	42,1%	20	5,7%	358	100,0%
325			59	40,5%	77	53,2%	9	6,3%	145	100,0%
340	6	2,4%	152	57,0%	98	36,7%	11	4,0%	267	100,0%
300	30	27,9%	78	72,1%					109	100,0%
360	21	3,1%	553	82,1%	97	14,4%	3	0,4%	674	100,0%
400	7	0,6%	750	67,0%	327	29,2%	35	3,1%	1 120	100,0%
450			436	68,7%	185	29,1%	14	2,2%	635	100,0%
550			284	39,2%	388	53,6%	52	7,2%	723	100,0%
625			114	48,3%	115	48,6%	7	3,0%	236	100,0%
700			150	38,8%	197	51,0%	39	10,2%	386	100,0%
850			54	26,9%	120	59,2%	28	13,9%	202	100,0%
900			37	15,4%	159	67,0%	42	17,5%	238	100,0%
Total	491	4,9%	6 064	60,6%	3 036	30,4%	409	4,1%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 66 établissements regroupant environ 60% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 4
La composition des coefficients hiérarchiques selon l'ancienneté*

Coefficients hiérarchiques	Moins de 3 ans		De 3 à 10 ans		De 11 à 15 ans		Plus de 15 ans		TOTAL	
	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient	En valeur absolue	En % du coefficient
150	26	39,6%	21	32,6%	3	4,3%	16	23,6%	66	100,0%
165	11	31,1%	20	55,3%	4	9,7%	1	3,9%	36	100,0%
180	101	47,5%	75	35,2%	6	3,0%	30	14,3%	212	100,0%
195	267	41,2%	285	43,9%	26	4,0%	71	10,9%	649	100,0%
210	85	19,0%	263	58,8%	24	5,4%	75	16,9%	447	100,0%
225	135	14,9%	485	53,3%	130	14,3%	160	17,6%	910	100,0%
240	134	17,0%	442	55,9%	65	8,2%	150	19,0%	791	100,0%
255	56	6,1%	403	43,8%	188	20,4%	273	29,7%	920	100,0%
275	24	7,3%	133	39,7%	62	18,6%	115	34,4%	334	100,0%
295	59	11,0%	209	38,6%	71	13,1%	202	37,3%	542	100,0%
310	22	6,2%	130	36,4%	56	15,5%	150	41,9%	358	100,0%
325	4	2,4%	38	26,4%	27	19,0%	75	52,2%	145	100,0%
340	20	7,6%	108	40,4%	51	19,0%	88	33,0%	267	100,0%
300	109	100,0%							109	100,0%
360	129	19,2%	391	58,0%	68	10,0%	86	12,8%	674	100,0%
400	154	13,8%	584	52,2%	155	13,8%	226	20,2%	1 120	100,0%
450	94	14,9%	361	56,8%	71	11,2%	109	17,1%	635	100,0%
550	51	7,0%	263	36,4%	138	19,0%	272	37,6%	723	100,0%
625	20	8,6%	107	45,1%	51	21,5%	59	24,8%	236	100,0%
700	35	9,0%	161	41,8%	62	16,1%	127	33,1%	386	100,0%
850	14	6,9%	80	39,8%	37	18,5%	70	34,8%	202	100,0%
900	23	9,5%	128	53,7%	29	12,2%	59	24,6%	238	100,0%
Total	1 574	15,7%	4 688	46,9%	1 323	13,2%	2 415	24,1%	10 000	100,0%

* Données établies sur la base d'un échantillon de 66 établissements regroupant environ 60% de l'effectif total de la profession. Données exprimées sur la base de 10 000 salariés.

Annexe 5
Les flux d'effectifs en 2004 - Analyse selon l'effectif de la société

	Ensemble des sociétés	Sociétés de plus de 500 salariés	Sociétés de 50 à 500 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
I - DONNEES DE BASE				
1 L'effectif au 31.12.2003	15 860	11 235	3 608	1 017
- Salariés titulaires d'un CDD	961	734	185	42
- Salariés titulaires d'un CDI	14 720	10 417	3 358	945
- Autres types de contrats (1)	179	84	65	30
2 Les entrées du 1.1.2004 au 31.12.2004	3 567	2 443	836	288
- Par CDD	1 615	1 248	304	63
- Par CDI	1 344	827	329	188
- Autres types de contrats (1)	608	368	203	37
3 Les sorties du 1.1.2004 au 31.12.2004	3 391	2 265	913	213
- Pour fin de CDD	1 525	1 201	272	52
- Pour fin de CDI	1 235	684	441	110
. Démission	561	328	192	41
. Licenciement(s) pour motif économique	21	1	11	9
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	255	152	81	22
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	63	46	6	11
. Autres causes de fin de CDI (2)	335	157	151	27
- Pour fin d'autres types de contrats (1)	631	380	200	51
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2004	72	21	29	22
4 L'effectif au 31.12.2004	16 036	11 413	3 531	1 092
- Salariés titulaires d'un CDD	905	699	174	32
- Salariés titulaires d'un CDI	14 975	10 642	3 289	1 044
- Autres types de contrats (1)	156	72	68	16
Transformations de CDD en CDI au cours de 2004	146	82	43	21

(1) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

(2) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

Annexe 5 (suite)
Les flux d'effectifs en 2004 - Analyse selon l'effectif de la société (suite)

	Ensemble des sociétés	Sociétés de plus de 500 salariés	Sociétés de 50 à 500 salariés	Sociétés de moins de 50 salariés
II - ELEMENTS D'ANALYSE				
1 L'analyse structurelle				
Nombre de sociétés ayant du personnel en propre	98	10	25	63
<i>Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché</i>	23	4	7	12
<i>Nombre de salariés détachés (1)</i>	207	151	21	35
Effectif moyen (personnel en propre) / société au 31.12.2004	164	1141	141	17
Proportion d'hommes au 31.12.2003	38,1%	37,1%	40,5%	40,4%
Proportion d'hommes au 31.12.2004	38,2%	37,3%	40,4%	41,5%
Proportion de femmes au 31.12.2003	61,9%	62,9%	59,5%	59,6%
Proportion de femmes au 31.12.2004	61,8%	62,7%	59,6%	58,5%
Variation de la proportion de femmes en 2004	-0,1%	-0,1%	+0,1%	-1,1%
Proportion de cadres au 31.12.2004	41,7%	39,5%	45,2%	54,6%
Proportion de cadres au 31.12.2004	42,4%	40,2%	45,5%	55,5%
Variation de la proportion de cadres en 2004	0,7%	+0,7%	+0,3%	+0,9%
Part des non-cadres promus cadres en 2004 (% des non-C)	0,8%	0,3%	1,5%	4,3%
Taux de CDD au 31.12.2003	6,1%	6,5%	5,1%	4,1%
Taux de CDD au 31.12.2004	5,6%	6,1%	4,9%	2,9%
Variation du taux de CDD en 2004	-0,4%	-0,4%	-0,2%	-1,2%
Part des CDD transformés en CDI en 2004	13,9%	10,5%	19,8%	39,6%
2 L'analyse des flux				
Variation de l'effectif total 2004/2003	+1,1%	+1,6%	-2,1%	+7,4%
Variation de l'effectif CDI seul 2004/2003	+1,7%	+2,2%	-2,1%	+10,5%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	1,7%	0,1%	2,5%	8,2%
Sociétés dont l'effectif a été stable en 2004	22	0	2	20
Sociétés dont l'effectif a été en hausse en 2004				
Nombre de sociétés	39	7	11	21
Taux d'évolution moyen	+5,3%	+3,0%	+10,0%	+46,5%
Sociétés dont l'effectif a été en baisse en 2004				
Nombre de sociétés	37	3	12	22
Taux d'évolution moyen	-5,6%	-2,0%	-9,0%	-12,7%

(1) Salariés hors champ d'application de la convention collective des sociétés financières.

Annexe 6
Les flux d'effectifs en 2004 - Analyse selon l'activité dominante de la société

	Ensemble des sociétés	Financement de l'équipement (1)	Crédits renouvelables	Maisons de titres et divers	Affacturation	Financement de l'immobilier (2)
I - DONNEES DE BASE						
1 L'effectif au 31.12.2003	15 860	5 294	4 607	2 229	2 092	1 638
- Salariés titulaires d'un CDD	961	383	381	84	49	64
- Salariés titulaires d'un CDI	14 720	4 768	4 209	2 143	2 037	1 563
- Autres types de contrats (3)	179	143	17	2	6	11
2 Les entrées du 1.1.2004 au 31.12.2004	3 567	1 411	1 202	361	389	204
- Par CDD	1 615	545	806	110	88	66
- Par CDI	1 344	431	362	248	168	135
- Autres types de contrats (3)	608	435	34	3	133	3
3 Les sorties du 1.1.2004 au 31.12.2004	3 391	1 406	1 030	327	386	242
- Pour fin de CDD	1 525	521	776	79	81	68
- Pour fin de CDI	1 235	425	222	245	178	165
. Démission	561	218	111	102	81	49
. Licenciement(s) pour motif économique	21	3	0	15	0	3
. Licenciement(s) pour autre(s) motif(s)	255	85	58	40	55	17
. Mise et/ou départ en retraite ou préretraite	63	19	4	8	21	11
. Autres causes de fin de CDI (4)	335	100	49	80	21	85
- Pour fin d'autres types de contrats (3)	631	460	32	3	127	9
Salariés non-cadres promus cadres au cours de 2004	72	2	29	19	18	4
4 L'effectif au 31.12.2004	16 036	5 299	4 779	2 263	2 095	1 600
- Salariés titulaires d'un CDD	905	348	360	85	51	61
- Salariés titulaires d'un CDI	14 975	4 833	4 400	2 176	2 032	1 534
- Autres types de contrats (2)	156	118	19	2	12	5
Transformations de CDD en CDI au cours de 2004	146	59	51	30	5	1

(1) Financements de l'équipement des ménages (automobile et équipement du foyer) et des entreprises (véhicules utilitaires, matériel informatique et autres matériels d'équipement) par crédit classique et/ou location de matériels (crédit-bail mobilier et autres opérations de location, avec ou sans option d'achat).

(2) Financement du logement et de l'immobilier d'entreprise (financements classiques et crédit-bail immobilier).

(3) Dont, notamment, salariés titulaires d'un contrat de travail temporaire (intérimaires).

(4) Décès, mutations intra-groupes (hors secteur ASF) ...

Annexe 6 (suite)
Les flux d'effectifs en 2004 - Analyse selon l'activité dominante de la société (suite)

	Ensemble des sociétés	Financement de l'équipement (1)	Crédits renouvelables	Maisons de titres et divers	Affacturage	Financement de l'immobilier (2)
II - ELEMENTS D'ANALYSE						
1 L'analyse structurelle						
Nombre de sociétés ayant répondu à l'enquête	169	43	4	53	10	59
Nombre de sociétés n'ayant pas de personnel en propre	55	12	0	7	1	35
Nombre de sociétés n'ayant que du personnel détaché (3)	16	1	0	10	0	5
Nombre de sociétés ayant une part de leur personnel détaché	23	13	0	4	3	3
Nombre de salariés détachés (3)	406	109	0	201	25	71
Nombre de sociétés ayant du personnel en propre	98	30	4	36	9	19
Effectif moyen (personnel en propre) / société au 31.12.2004	164	177	1195	63	233	84
Proportion d'hommes au 31.12.2003	38,1%	39,7%	30,6%	50,3%	40,4%	34,6%
Proportion d'hommes au 31.12.2004	38,2%	40,0%	30,5%	50,9%	40,6%	34,6%
Proportion de femmes au 31.12.2003	61,9%	60,3%	69,4%	49,7%	59,6%	65,4%
Proportion de femmes au 31.12.2004	61,8%	60,0%	69,5%	49,1%	59,4%	65,4%
Variation de la proportion de femmes en 2004	-0,1%	-0,3%	+0,1%	-0,5%	-0,1%	-0,1%
Proportion de cadres au 31.12.2003	41,7%	43,2%	30,0%	64,1%	37,5%	45,2%
Proportion de cadres au 31.12.2004	42,4%	43,6%	31,4%	64,7%	38,1%	44,9%
Variation de la proportion de cadres en 2004	0,7%	+0,5%	+1,5%	+0,7%	+0,7%	-0,2%
Part des non-cadres promus cadres en 2004 (% des non-C)	0,8%	0,1%	0,9%	2,3%	1,4%	0,5%
Taux de CDD au 31.12.2003	6,1%	7,2%	8,3%	3,8%	2,3%	3,9%
Taux de CDD au 31.12.2004	5,6%	6,6%	7,5%	3,8%	2,4%	3,8%
Variation du taux de CDD en 2004	-0,4%	-0,7%	-0,7%	+0,0%	0,1%	-0,1%
Part des CDD transformés en CDI en 2004	13,9%	14,5%	12,4%	26,1%	8,9%	1,6%
2 L'analyse des flux						
Variation de l'effectif total 2004/2003	+1,1%	+0,1%	+3,7%	+1,5%	+0,1%	-2,3%
Variation de l'effectif CDI seul 2004/2003	+1,7%	+1,4%	+4,5%	+1,5%	-0,2%	-1,9%
Part des licenciements économiques (% des sorties CDI)	1,7%	0,7%	0,0%	6,1%	0,0%	1,8%
Sociétés dont l'effectif a été stable en 2004	22	0	0	12	2	8
Sociétés dont l'effectif a été en hausse en 2004	39	15	4	13	4	3
Nombre de sociétés						
Taux d'évolution moyen	+5,3%	+5,9%	+3,7%	+8,4%	+2,4%	+107,4%
Sociétés dont l'effectif a été en baisse en 2004	37	15	0	11	3	8
Nombre de sociétés						
Taux d'évolution moyen	-5,6%	-4,3%	0,0%	-10,7%	-3,6%	-6,8%

(1) Financements de l'équipement des ménages (automobile et équipement du foyer) et des entreprises (véhicules utilitaires, matériel informatique et autres matériels d'équipement) par crédit classique et/ou location de matériels (crédit-bail mobilier et autres opérations de location, avec ou sans option d'achat).

(2) Financement du logement et de l'immobilier d'entreprise (financements classiques et crédit-bail immobilier).

(3) Salariés hors champ d'application de la convention collective des sociétés financières.

Annexe 7
La formation professionnelle continue en 2004 - Analyse selon l'effectif de la société

	ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS*		Sociétés de 500 salariés et plus		Sociétés de 50 à 499 salariés		Sociétés de moins de 50 salariés	
	En 2004	Δ 2004/2003	En 2004	Δ 2004/2003	En 2004	Δ 2004/2003	En 2004	Δ 2004/2003
A - L'EFFORT DE FORMATION								
. Les moyens financiers de la formation								
. Dépenses de formation en % de la masse salariale	3,47%	-0,09	3,78%	+0,02	2,65%	-0,67	2,36%	+0,77
. Les bénéficiaires de la formation								
. Effectif total au 31 décembre	15 096	+1,5%	11 291	+1,5%	3 141	+1,0%	664	+4,4%
. Nombre de stagiaires	10 813	+6,4%	8 640	+9,3%	1 873	-6,7%	300	+19,5%
. Qui suit des stages ?								
. Total des stagiaires en % de l'effectif total	71,6%	+3,3	76,5%	+5,5	59,6%	-4,9	45,2%	+5,7
Analyse selon le sexe								
. Stagiaires hommes en % de l'effectif hommes	72,4%	+2,5	77,2%	+4,5	63,0%	-4,7	45,0%	+5,7
. Stagiaires hommes cadres en % de l'effectif hommes cadres	71,7%	+1,4	75,8%	+2,8	65,8%	-3,6	47,9%	+6,6
. Stagiaires hommes non-cadres en % de l'effectif hommes non-cadres	73,8%	+4,6	79,7%	+7,5	55,5%	-7,8	35,2%	+2,4
. Stagiaires femmes en % de l'effectif femmes	71,1%	+3,8	76,1%	+6,1	57,4%	-5,1	45,4%	+5,7
. Stagiaires femmes cadres en % de l'effectif femmes cadres	74,2%	+0,7	79,8%	+3,8	62,5%	-10,1	48,1%	+5,4
. Stagiaires femmes non-cadres en % de l'effectif femmes non-cadres	69,9%	+4,9	74,7%	+6,8	55,0%	-3,0	43,7%	+6,0
Analyse selon la qualification								
. Stagiaires cadres en % de l'effectif cadres	72,7%	+1,2	77,5%	+3,2	64,5%	-6,2	48,0%	+6,1
. Stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres	70,8%	+4,8	75,9%	+7,0	55,1%	-4,0	41,6%	+5,1
. Comment se composent les stagiaires ? (pour 100 stagiaires)								
Analyse selon le sexe								
. Stagiaires hommes	38,6%	-0,2	37,6%	-0,4	42,0%	+0,5	46,0%	+1,8
. Stagiaires hommes cadres	25,3%	-0,1	23,5%	-0,3	31,8%	+1,1	37,7%	+2,6
. Stagiaires hommes non-cadres	13,3%	-0,1	14,1%	-0,1	10,3%	-0,6	8,3%	-0,8
. Stagiaires femmes	61,4%	+0,2	62,4%	+0,4	58,0%	-0,5	54,0%	-1,8
. Stagiaires femmes cadres	18,2%	0	17,5%	-0,1	20,7%	-0,4	21,7%	-1,8
. Stagiaires femmes non-cadres	43,2%	+0,3	44,8%	+0,2	37,3%	-0,2	32,3%	+0,1
Analyse selon la qualification								
. Stagiaires cadres	43,5%	-0,1	41,1%	-0,1	52,4%	+0,7	59,3%	+0,8
. Stagiaires non-cadres	56,5%	+0,1	58,9%	+0,1	47,6%	-0,7	40,7%	-0,8
B - LE CONTENU ET LA REALISATION DE LA FORMATION								
. Composition des stages (en % du total d'heures-stagiaires)								
. Total (heures-stagiaires)	345 348	+9,1%	232 864	+1,0%	47 401	-14,5%	65 083	+113,3%
. Informatique et bureautique	14,7%	-2,7	15,5%	+0,2	23,9%	-7,6	5,5%	-2,8
. Formations directement liées à l'activité de la société	47,8%	-1,3	47,1%	-2,3	42,2%	+5,2	54,4%	-14,5
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique	6,2%	-1,4	5,5%	-2,4	13,1%	+3,8	3,9%	+1,8
. Autres formations générales (1)	20,3%	+3,7	18,1%	+1,9	15,5%	-0,8	31,7%	+11,1
. Divers	10,9%	+1,7	13,8%	+2,7	5,2%	-0,6	4,4%	+4,3
. Nombre total de stages correspondant	24 212	+14,6%	20 540	+18,9%	3 180	-5,9%	492	+3,8%
. Durée moyenne des stages (en heures)	14,26	-4,8%	11,34	-15,0%	14,91	-9,1%	132,28	+105,5%

(1) Expression, communication, langues vivantes ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 68 établissements regroupant environ 60% de l'effectif total de la profession.

Annexe 8 La formation professionnelle continue en 2004 - Analyse selon l'activité dominante de la société

	ENSEMBLE DES SOCIETES		Financement de l'équipement		Crédits renouvelables		Affacturage		Maisons de titres, autres PSI et divers		Financement de l'immobilier	
	En 2004	Δ 2004/2003	En 2004	Δ 2004/2003	En 2004	Δ 2004/2003	En 2004	Δ 2004/2003	En 2004	Δ 2004/2003	En 2004	Δ 2004/2003
A - L'EFFORT DE FORMATION												
. Les moyens financiers de la formation												
. Dépenses de formation en % de la masse salariale	3,47%	-0,09	3,55%	-0,14	4,78%	-0,08	2,24%	-0,21	1,89%	0,19	4,77%	-0,14
. Les bénéficiaires de la formation												
. Effectif total au 31 décembre	15 096	+1,5%	5 432	+1,8%	4 723	+2,8%	1 939	-0,3%	1 542	+0,5%	1 460	-0,5%
. Nombre de stagiaires	10 813	+6,4%	3 618	+7,0%	4 030	+11,1%	1 388	-4,9%	766	-4,1%	1 011	+12,8%
. Qui suit des stages ?												
. Total des stagiaires en % de l'effectif total	71,6%	+3,3	66,6%	+3,2	85,3%	+6,4	71,6%	-3,4	49,7%	-2,4	69,2%	+8,2
Analyse selon le sexe												
. Stagiaires hommes en % de l'effectif hommes	72,4%	+2,5	69,2%	+2,4	90,7%	+7,6	76,0%	+1,1	50,3%	-1,9	64,2%	-2,8
. Stagiaires hommes cadres en % de l'effectif hommes cadres	71,7%	+1,4	71,5%	+1,0	89,0%	+3,4	80,7%	+7,4	51,8%	-0,6	61,9%	-6,8
. Stagiaires hommes non-cadres en % de l'effectif hommes non-cadres	73,8%	+4,6	63,6%	+5,1	92,5%	12,1	68,9%	-8,1	40,7%	-9,7	69,0%	+5,4
. Stagiaires femmes en % de l'effectif femmes	71,1%	+3,8	64,8%	+3,8	83,0%	+5,8	68,6%	-6,5	49,1%	-2,9	72,0%	+14,2
. Stagiaires femmes cadres en % de l'effectif femmes cadres	74,2%	+0,7	69,9%	-4,0	80,5%	-3,5	79,8%	+1,3	58,5%	+2,8	89,0%	+21,6
. Stagiaires femmes non-cadres en % de l'effectif femmes non-cadres	69,9%	+4,9	62,7%	+6,8	83,7%	+8,4	65,5%	-8,7	37,9%	-10,0	64,1%	+10,6
Analyse selon la qualification												
. Stagiaires cadres en % de l'effectif cadres	72,7%	+1,2	70,9%	-0,9	84,8%	0	80,4%	+5,2	54,3%	+0,7	74,4%	+6,3
. Stagiaires non-cadres en % de l'effectif non-cadres	70,8%	+4,8	62,9%	+6,4	85,6%	+9,1	66,4%	-8,6	38,6%	-9,9	65,1%	+9,7
. Comment se composent les stagiaires ? (pour 100 stagiaires)												
Analyse selon le sexe												
. Stagiaires hommes	38,6%	-0,2	42,6%	-0,3	32,5%	+0,3	42,6%	+3,2	52,1%	+0,9	33,0%	-5,4
. Stagiaires hommes cadres	25,3%	-0,1	30,9%	-0,4	16,8%	+0,1	27,1%	+4,5	46,1%	+2,4	21,4%	-5,5
. Stagiaires hommes non-cadres	13,3%	-0,1	11,7%	+0,1	15,7%	+0,2	15,5%	-1,3	6,0%	-1,5	11,7%	+0,2
. Stagiaires femmes	61,4%	+0,2	57,4%	+0,3	67,5%	-0,3	57,4%	-3,2	47,9%	-0,9	67,0%	+5,4
. Stagiaires femmes cadres	18,2%	0	18,5%	-1,4	14,6%	-0,9	14,8%	+1,1	30,9%	+3,7	26,3%	+4,0
. Stagiaires femmes non-cadres	43,2%	+0,3	38,8%	+1,7	52,9%	+0,6	42,7%	-4,2	17,0%	-4,6	40,7%	1,4
Analyse selon la qualification												
. Stagiaires cadres	43,5%	-0,1	49,4%	-1,8	31,4%	-0,8	41,9%	+5,5	77,0%	+6,1	47,7%	-1,5
. Stagiaires non-cadres	56,5%	+0,1	50,6%	+1,8	68,6%	+0,8	58,1%	-5,5	23,0%	-6,1	52,3%	+1,5
B - LE CONTENU ET LA REALISATION DE LA FORMATION												
. Composition des stages (en % du total d'heures-stagiaires)												
. Total (heures-stagiaires)	345 348	+9,1%	144 176	+21,7%	118 298	+3,8%	23 937	-10,3%	26 106	+9,0%	32 831	-1,6%
. Informatique et bureautique	14,7%	-2,7	14,3%	-8,2	18,8%	+3,7	12,7%	-5,3	12,5%	-2,5	5,3%	-3,2
. Formations directement liées à l'activité de la société	47,8%	-1,3	45,5%	+5,5	48,6%	-6,0	33,7%	-8,2	41,7%	-8,1	70,6%	+2,1
. Formation générale comptable, économique, fiscale et juridique	6,2%	-1,4	3,7%	-3,4	6,8%	-1,0	8,4%	-0,9	6,6%	+2,6	13,4%	+3,2
. Autres formations générales (1)	20,3%	+3,7	27,6%	+1,3	7,9%	+3,6	34,2%	+10,9	35,8%	+10,5	10,4%	-2,4
. Divers	10,9%	+1,7	8,9%	+4,8	17,8%	-0,3	10,9%	+3,6	3,4%	-2,6	0,4%	+0,4
. Nombre total de stages correspondant	24 212	+14,6%	7 703	+14,9%	10 844	+8,3%	2 296	+22,8%	1 428	+10,2%	1 941	+54,7%
. Durée moyenne des stages (en heures)	14,26	-4,8%	18,72	+5,9%	10,91	-4,2%	10,43	-27,0%	18,28	-1,1%	16,91	-36,4%

(1) Expression, communication, langues vivantes ...

* Données établies sur la base d'un échantillon de 68 établissements regroupant environ 60% de l'effectif total de la profession.

